SÉNAT

Session ordinaire de 1915.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 29^e SÉANCE

Séance du jeudi 24 juin.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.

2. — Demandes de congé.

3. — Excuse.

4. — Dépôt par M. Bienvenu Martin, ministre du travail et de la prévoyance sociale, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, au nom de M. le ministre des colonies et de M. le ministre des finances, accordant aux veuves et, à défaut, aux orphelins des fonctionnaires rétribués sur les budgets généraux locaux ou spéciaux, des colonies qui sont décédés sous les drapeaux, la moitié du traitement pendant la durée de la guerre. — Renvoi à commission des finances.

Le 2^e, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice ; de M. le ministre de la guerre et de M. le ministre de la marine, relatif à la rectification administrative des actes de décès des militaires et marins, dressés aux armées pendant la durée de la guerre. — Renvoi à la commission, nommée le 18 mars 1915, relative aux actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi.

5. — Dépôt par M. Jean Morel d'un rapport, au nom de la commission des douanes, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet : d'établir des prohibitions de sortie, de réduire ou de suspendre les droits d'entrée, de suspendre la surtaxe d'entrepôt sur diverses marchandises.

Dépôt par M. Milliès-Lacroix d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, étendant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 le bénéfice des allocations pour charges de famille.

6. — Transmission de deux propositions de loi adoptées par la Chambre des députés :

La 1^{re}, relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire. — Renvoi à la commission nommée le 24 novembre 1896, relative à la réforme du régime hypothécaire.

La 2^e, concernant l'incinération en temps de guerre. — Renvoi aux bureaux.

7. — Adoption de deux projets de loi d'intérêt local, adoptés par la Chambre des députés, autorisant :

Le 1^{er}, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Luçon (Vendée).

Le 2^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Mézières (Ardennes).

8. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à fixer l'origine du droit à pension dans le cas où les veuves et orphelins des militaires et marins décédés sous les drapeaux ont invoqué le bénéfice des décrets du 9 octobre et du 17 décembre 1914 pour profiter de la délégation de solde jusqu'à la fin des hostilités.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence.

Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi.

9. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le ravitaillement de la population civile.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Discussion générale : MM. André Lebert, Thomson, ministre du commerce, de l'indus-

trie, des postes et des télégraphes ; Dominique Delahaye, Herriot et Aimond, rapporteur général.

Art. 1^{er} : MM. Fabien Cesbron et le rapporteur général. — Adoption.

Art. 2 à 4. — Adoption.

Art. 5. — Amendement (disposition additionnelle) de M. André Lebert (soumis à la prise en considération) : MM. André Lebert et le rapporteur général. — Rejet de l'amendement. — Adoption de l'article 5.

Art. 6. — Adoption.

Art. 7 : M. le rapporteur général. — Adoption.

Art. 8. — Amendement de M. Jeanneney : MM. Jeanneney, le ministre. — Adoption de l'amendement et de l'article 8 modifié.

Art. 9. — Adoption.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

Modification du libellé de l'intitulé de la loi.

10. — Dépôt, par M. l'amiral de la Jaille, d'un rapport, au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 31 décembre 1914 fixant les grades à attribuer pour la durée des hostilités à certains officiers de la marine de commerce rappelés au service de la flotte.

11. — Règlement de l'ordre du jour.

12. — Congés.

Fixation de la prochaine séance au vendredi 25 juin.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à trois heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Le Cour Grandmaison, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du 17 juin.

Le procès-verbal est adopté.

2. — DEMANDES DE CONGÉ

M. le président. M. Philipot demande un congé de trois semaines pour raison de santé.

M. Maurice Sarraut demande un congé d'un mois.

M. Flaissières demande un congé.

Ces demandes sont renvoyées à la commission des congés.

3. — EXCUSE

M. le président. M. Fortier s'excuse, en raison d'un deuil de famille, de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

4. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale.

M. Bienvenu Martin, ministre du travail et de la prévoyance sociale. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des colonies et de M. le ministre des finances un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, accordant aux veuves et, à défaut, aux orphelins des fonctionnaires rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux, des colonies qui sont décédés sous les drapeaux, la moitié du traitement pendant la durée de la guerre.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai également l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le garde des sceaux ministre de la

justice, de M. le ministre de la guerre et de M. le ministre de la marine, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la rectification administrative des actes de décès des militaires et marins dressés aux armées pendant la durée de la guerre.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé s'il n'y a pas d'opposition à la commission, nommée le 18 mars 1915, relative aux actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi.

Il sera imprimé et distribué.

5. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Morel.

M. Jean Morel. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des douanes chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet : d'établir des prohibitions de sortie, de réduire ou de suspendre les droits d'entrée, de suspendre la surtaxe d'entrepôt sur diverses marchandises.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Milliès-Lacroix.

M. Milliès-Lacroix. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, étendant aux veuves et aux orphelins des militaires mentionnés à l'article 2 de la loi du 30 décembre 1913 le bénéfice des allocations pour charges de famille.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

6. — TRANSMISSION DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

* Paris, le 22 juin 1915.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 17 juin 1915, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi relative à la suppression du registre des inscriptions en matière hypothécaire.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi sera imprimée et distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission nommée le 24 novembre 1893, relative à la réforme du régime hypothécaire. (Adhésion.)

J'ai également reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

* Paris, le 22 juin 1915.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 18 juin 1915, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi concernant l'incinération en temps de guerre.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« *Le président de la Chambre des députés,*
« PAUL DESCHANEL »

La proposition de loi est renvoyée aux bureaux.

Elle sera imprimée et distribuée.

7. — ADOPTION DE PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT LOCAL

1^{er} PROJET

(Octroi de Luçon. — Vendée.)

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Luçon (Vendée).

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1919 inclusivement, à l'octroi de Luçon (Vendée), d'une surtaxe de 9 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 22 fr. 50 établi à titre de taxe principale. »

Personne ne demande la parole sur l'article unique du projet de loi?...

Je le mets aux voix.

(Le projet de loi est adopté.)

Le Sénat adopte ensuite dans la même forme et sans discussion le projet de loi dont la teneur suit :

2^e PROJET

(Octroi de Mézières. — Ardennes.)

« Art 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1919 inclusivement, à l'octroi de Mézières (Ardennes), d'une surtaxe de 25 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 10 fr. établi à titre de taxe principale.

« Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté au remboursement de l'emprunt de 240,000 fr. contracté le 5 octobre 1905.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. »

8. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI TENDANT A FIXER L'ORIGINE DU DROIT A PENSION DES VEUVES ET ORPHELINS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE DÉLÉGATION DE SOLDE.

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à fixer l'origine du droit à pension dans le cas où les veuves et orphelins des militaires et marins décédés sous les drapeaux ont invoqué le bénéfice des décrets du 9 octobre et du 17 décembre 1914 pour profiter

de la délégation de solde jusqu'à la fin des hostilités.

J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant.

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Bley, directeur de la dette inscrite, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à fixer l'origine du droit à pension dans le cas où les veuves et orphelins des militaires et marins décédés sous les drapeaux ont invoqué le bénéfice des décrets du 9 octobre et du 17 décembre 1914 pour profiter de la délégation de solde jusqu'à la fin des hostilités.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 11 juin 1915.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« *Le ministre des finances,*

« A. RIBOT. »

M. Milliès Lacroix, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}.

« Art. 1^{er}. — L'article 2, paragraphe 2, du décret du 9 octobre 1914 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de décès de ce dernier, la naissance du droit à pension, pour les veuves et les orphelins, demeure fixée au lendemain du décès : pour ceux qui auront bénéficié des dispositions du précédent paragraphe, la jouissance des arrérages sera suspendue pendant la durée de la délégation.

« Toutefois, dans le cas où le montant de la délégation sera inférieur au taux de la pension, la délégation prendra fin à la date du décès, et les dispositions de l'article 18 b, du décret du 10 janvier 1912, déterminant les conditions dans lesquelles les ayants droit peuvent toucher des avances sur leur pension, recevront, à partir de cette date, leur application.

« Rappel sera fait, en outre, dans tous les cas, aux ayants droit, des avances sur pension auxquelles ils auraient pu prétendre, lorsque la date du décès sera antérieure au point de départ de la délégation. »

Personne ne demande la parole sur cet article?...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — L'article 1^{er}, paragraphe 2, du décret du 17 décembre 1914 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans ce cas, la naissance du droit à pension, pour les veuves et les orphelins, demeure fixée au lendemain du décès. Pour ceux qui auront bénéficié des dispositions du précédent paragraphe, la jouissance des arrérages sera suspendue pendant la durée de la délégation. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

9. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AU RAVITAILLEMENT DE LA POPULATION CIVILE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le ravitaillement de la population civile.

J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister devant les deux Chambres par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Chapsal, directeur du service du ravitaillement pour l'alimentation de la population civile, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le ravitaillement de la population civile.

« Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 mai 1915.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« *Le ministre du commerce, de l'industrie,*

« *des postes et des télégraphes,*

« GASTON THOMSON. »

La parole, dans la discussion générale, est à M. Lebert.

M. André Lebert. Messieurs, je voudrais, avec la bienveillance du Sénat, présenter quelques observations concernant l'économie générale du projet de loi qui nous est soumis.

Il est des principes sur lesquels, j'en suis convaincu, nous sommes tous d'accord. Le premier de ces principes est celui de la réquisition, et je crois savoir que nous sommes même assez nombreux à regretter, sinon à déplorer, que le Gouvernement n'ait point apprécié plus tôt qu'il convenait de recourir à ce moyen d'approvisionnement pour assurer le ravitaillement de la population civile.

Il est un autre principe sur lequel aucune controverse ne peut non plus s'élever, c'est que les intérêts des spéculateurs doivent nous rester tout à fait étrangers et qu'à l'heure où nous parlons surtout la spéculation, toujours déplaisante, doit être recherchée, poursuivie et châtiée avec la dernière rigueur. (Très bien! très bien!)

M. Gaudin de Villaine. Elle est criminelle!

M. André Lebert. Ces deux principes posés, voulez-vous me permettre de me demander si le projet que, très certainement, nous allons voter, est absolument complet et s'il répond aux considérations d'équité et de justice établies par la loi de 1877 sur les réquisitions. N'y a-t-il pas dans le projet de loi qui nous est déféré, des oubliés qui méritent un instant de votre attention?

Je veux parler des minotiers, des meuniers qui, il faut bien que je le rappelle, ont rendu au Gouvernement des services appréciables aux heures troubles où l'urgence de certaines décisions se manifestait sous une forme très pressante. (*Très bien!*)

A ce moment — nous sommes nombreux à le savoir — la meunerie française a prêté un concours empressé au Gouvernement: il a été heureux de l'accueillir. Par la suite, les minotiers lui ont rendu encore de grands services en consentant, sur son invitation, des achats rendus plus onéreux, plus difficiles par le ravitaillement. Veuillez noter, messieurs, qu'au moment où ils achetaient, durant la période de février à avril, le blé de pays atteignait dans nos départements du centre, dans nos meilleurs départements agricoles, les cours de 35, 36, 36 fr. 50 et même de 37 fr.

Ces meuniers ne sont pas des spéculateurs; ils n'achetaient que pour l'approvisionnement d'une industrie obligée de pourvoir à des besoins impérieux et dont l'organisme est délicat. Il est de notoriété publique qu'elle ne saurait rester en chômage, même pendant quelques jours, sans un très grave préjudice pour son outillage. Or, ils achetaient, ces meuniers, non seulement des blés du pays, mais encore des blés étrangers.

On sait combien le commerce des blés exotiques était rendu difficile depuis la déclaration de guerre. Si je remontais jusqu'au mois d'août, je verrais, en effet, que les blés américains ne pouvaient quitter leurs ports d'extraction que contre paiement comptant, contre l'acquit d'un fret qui avait atteint des prix considérables.

Les meuniers, en important ces blés, obéissaient à une nécessité et, il faut le dire aussi, à la suggestion des pouvoirs publics.

M. Gaudin de Villaine. C'est très exact!

M. André Lebert. Certains préfets, spécialement, se sont adressés à la grande minoterie, l'engageant à persévérer dans ses achats, à les continuer, à les rendre de jour en jour plus importants.

Je me suis trouvé à certains moments plus personnellement mêlé à cette question et je vais vous dire très simplement dans quelles conditions. Les meuniers du département que j'ai l'honneur de représenter se sont inquiétés, en voyant la rareté et la cherté du produit, des volontés du Gouvernement, et, songeant à l'obligation d'approvisionner les camps retranchés, comme ceux de Paris et de Lyon, ainsi que la zone des armées, ils m'ont demandé si le Gouvernement n'allait pas mettre à leur disposition du blé au prix de 32 fr. A ce moment-là, j'ai eu l'honneur d'écrire à M. le ministre du commerce, qui a bien voulu me répondre une lettre où il me disait ceci:

« J'ai l'honneur de vous informer que les quantités de blé importées par le Gouvernement doivent, dans sa pensée, constituer un stock d'appoint par rapport aux ressources offertes par notre production nationale et à celles que le commerce libre peut tirer de l'intérieur.

« Dans ces conditions, il ne peut y avoir

que des avantages à ce que les meuniers du département de la Sarthe continuent, autant qu'il leur sera possible, à faire appel au commerce pour s'assurer les approvisionnements nécessaires à la marche de leurs établissements. »

C'était mettre toute la meunerie en confiance. Il n'y a nullement lieu de s'étonner et de le regretter, mais eu égard aux simples besoins de son approvisionnement, elle se soit mise en mesure, pour obéir sinon aux ordres, du moins aux desiderata du Gouvernement, de continuer, en les intensifiant, ses achats à l'étranger. Elle l'a fait.

Or, cette lettre m'était écrite à la date du 5 mai. Vous savez comme moi, messieurs, que, dès le 7 ou le 8 mai, le Gouvernement divulguait sa volonté et prenait la décision de réquisitionner tous les blés et dans toutes les mains, où qu'ils se trouvaient, au prix unique de 32 fr. S'il s'agit d'une réquisition chez les producteurs, chez les cultivateurs, vous entendez parfaitement qu'ils ne sauraient se plaindre du prix de 32 fr. qui a été très rarement atteint dans les plus mauvaises années. Je crois pouvoir dire qu'à partir du cours de 26 ou 27 fr., le prix du blé est assez rémunérateur pour que l'agriculture n'ait pas à se plaindre. Elle a d'ailleurs, avec un patriotisme qu'il faut louer, répondu à ce qu'on attendait d'elle. Elle a jeté sur les marchés, malgré les opérations de ravitaillement militaire, avant que les blés soient réquisitionnés, des quantités assez importantes pour permettre au Gouvernement de différer la réquisition.

Mais, messieurs, quand il s'agit de saisir le même blé entre les mains du minotier, du meunier, petit ou gros, vous apercevez immédiatement que la situation n'est plus la même. En confiance, hier, pour acheter à 37, 38 et 39 fr. des blés étrangers transportés en France...

M. Gaudin de Villaine. Pas à 39, à 38 francs!

M. André Lebert. A 38 et quelquefois à 39 fr., j'en ai la preuve. La meunerie s'est trouvée en infériorité et dans un état de préjudice qui ne peut laisser indifférents ni le Gouvernement ni les Chambres.

A ce moment, certaines doléances se sont fait jour et je crois pouvoir dire — si l'on me permet de rapporter ici le bruit de conversations particulières — qu'elles ont été rapidement écartées, sans grand examen, par M. le ministre du commerce. Il se préoccupait surtout — et il avait maintes fois raison — d'empêcher la spéculation sur une denrée de première nécessité; il se refusait à admettre que, tout en poursuivant ce but très louable, il fallait cependant se garder de léser d'une façon disproportionnée certains intérêts particuliers qui sont, tout de même, éminemment respectables.

M. le ministre entrevoyait des causes diverses à la hausse soudaine du blé et je crains qu'il n'ait été trop hâtivement dans sa pensée que la grande meunerie pouvait bien ne pas y être tout à fait étrangère.

Messieurs, j'ai dit déjà qu'en principe, là où vous découvririez des spéculateurs, où qu'ils se trouvent, je suis d'accord avec vous pour les châtier, pour les punir durement. (*Très bien! très bien!*) surtout en raison du moment où les spéculations se seraient produites. Mais il faut considérer — je ne voudrais pas le répéter — que les meuniers ne sont pas des spéculateurs, qu'il est d'usage constant qu'ils approvisionnent leurs moulins pour une durée d'au moins deux semaines, un mois et même, en temps ordinaire, deux mois. Cet approvisionnement n'a rien d'excessif.

Cette situation a été envisagée par la Chambre des députés, quand elle a voté, après débat, le projet qui lui était soumis.

M. le ministre du commerce a défendu ces intérêts supérieurs légitimes. Il a bien fait. Nous sommes tout à fait d'accord avec lui; il importe d'abaisser le prix du pain, d'empêcher l'ascension des cours. Mais, tout en se défendant d'excepter tout à fait la meunerie de ses préoccupations, il ne lui a accordé dans son discours que le très court passage que voici:

« Il y a une seconde situation, c'est celle des minotiers, auxquels on faisait allusion tout à l'heure et qui, de bonne foi, ont réuni, sur la suggestion du Gouvernement, des stocks qu'ils ont payés plus cher que 32 fr. Pour ces minotiers, les faits mêmes qui se sont produits montrent que leurs intérêts sont sauvegardés.

« C'est le 6 de ce mois (mai) qu'on a fait savoir aux préfets que les mesures de réquisition étaient prises; les stocks des minotiers étaient de cinq jours, de dix jours, de vingt jours au plus; par conséquent, avant que les réquisitions interviennent, les minotiers, ont pu écouler intégralement leurs stocks, puisque depuis ce moment-là le prix du pain n'a pas été modifié. »

Je dis, messieurs, que c'est là traiter trop sommairement une question industrielle qui méritait un examen plus précis, à faire dans un esprit moins prévenu.

M. le ministre me permettra de lui dire qu'il commet une première erreur quand il estime que les stocks des minotiers se sont écoulés dans des conditions rémunératrices ou, tout au moins, convenables pour eux, parce que la réquisition a été précédée d'un recensement, et parce qu'au cours de ce recensement, dans une période de cinq à six jours, ils ont pu écouler leur stock d'approvisionnement.

Ceci, messieurs, n'est pas possible et n'est pas vrai.

M. le ministre du commerce a complètement oublié une chose: c'est qu'avant incité la meunerie à l'importation, elle avait des marchés à livrer. Ces marchés, au jour où paraissait la circulaire de réquisition, n'étaient point encore livrés, bien au contraire, des cargaisons de blé, confiées aux hasards des transports maritimes retardés, vogaient — et au prix de quelles difficultés! — entre les ports d'Amérique jusqu'au jour où elles allaient, enfin, accéder aux nôtres.

Eh bien, messieurs, ces marchés à livrer, il a fallu les exécuter.

Certains meuniers, hormis tout espèce de spéculation, n'avaient en mer qu'un approvisionnement restreint, le nécessaire pour le débit de leur moulin pendant un mois; ils ont eu peur, et je les comprends, de la réquisition sur quai ou chez eux au prix de 32 francs.

Plutôt que de perdre cinquante mille francs, ils ont préféré solliciter la résiliation de leur marché. Elle leur a été onéreuse, puisque le dédit, j'en ai la preuve à ce dossier, ne leur a été accordé que contre réfaction de 60 centimes par quintal. D'ou six mille francs de perte.

Ceux-là, je ne puis, fut-ce à regret, rien demander pour eux à la loi que nous débattons.

Ils ont envisagé leur intérêt particulier d'une certaine façon. Ils ont accompli un acte d'initiative personnelle, qui nous empêche de les comprendre, bien que victimes d'une menace de réquisition, dans les indemnités dont je vous demanderai de consacrer le principe au profit de ceux qui ont été directement atteints par la réquisition. Ces minotiers exceptés, il reste ceux qui ont vu arriver à quai leurs stocks, notamment au Havre. Ces stocks importants, achetés à l'étranger, ils en auraient pris livraison, s'ils n'avaient été réquisitionnés. Or, messieurs, ces réquisitions se sont produites, vous le savez, au prix uniforme de 32

francs et elles ont porté sur des blés qui avaient été payés 37 fr., 37 fr. 50 et même 39 fr.

J'estime, messieurs, qu'il y a là une situation à laquelle vous ne pouvez rester indifférents et que nous ne devons pas laisser sans sanction.

Qu'il y a-t-il donc à faire en matière de réquisition, ordonnée, accomplie dans ces conditions ? Le rapport de l'honorable M. Aimond a signalé les illégalités commises avant le vote de la présente loi avec une telle force qu'il est inutile d'insister davantage. Il est nettement établi dans le rapport que l'autorité civile n'avait pas, aux termes de la loi de 1877, le droit de réquisition.

M. Gaudin de Villaine. Pendant le recensement !

M. Lebert. C'est tout à fait illégal, à quel moment que la réquisition intervienne, si elle est opérée par le pouvoir civil, pour les besoins de la population civile.

J'entends qu'il faut régulariser tout de suite cette situation et s'empresse de revenir à la légalité. Mais si l'on avait procédé, fût-ce à tort, en vertu de la loi de 1877, on n'aurait tout de même pas dû violer le principe essentiel de l'article 2.

Que dit cet article, appliqué à tort ou à raison à la matière ? Il dit expressément que toutes les prestations donnent droit à des indemnités, tant dans le cas spécial de l'article 15, c'est-à-dire en matière de logement et de cantonnement — mais à des indemnités basées sur la valeur représentative de la fourniture. Et quand il s'agit de la fourniture d'un objet comme le blé, c'est la valeur représentative de l'objet réquisitionné qui doit être payée. (*Très bien ! très bien !*) Or, il est impossible de prétendre qu'un blé réquisitionné à 32 fr., est payé à sa valeur représentative, quand la preuve est rapportée d'un marché antérieur pour lequel avait été stipulé le prix de 37 fr. 50 et de 38 fr.

M. Aimond, rapporteur général de la commission des finances. Etes-vous bien sûr qu'on ait réquisitionné ? On l'a dit, mais ce n'est pas affirmé.

M. Lebert. Je dis ceci : Vous allez faire une loi dont l'économie et le vote urgent sont également intéressants et nécessaires ; eh bien, allez-vous laisser derrière vous des cas d'espèce, des situations particulières qui vont mettre les intéressés dans l'obligation de déférer ces ordres de réquisition, illégalement formulés, au conseil d'Etat pour en obtenir l'annulation ? Allez-vous laisser hors la loi que nous discutons des protestataires qui, pour obtenir satisfaction, devront s'adresser à l'organisme que je viens d'indiquer ? Ou, au contraire, allez-vous inscrire, pour le passé, le principe d'une indemnité qui, à coup sûr, vous semble juste, et à ce titre, doit être sanctionnée par la loi ?

Si, ainsi que je le demanderai à l'article 5, vous consentez à inscrire dans la loi le principe de cette indemnité, vous permettrez un règlement beaucoup plus facile à opérer et beaucoup moins onéreux. Si, au contraire, vous laissez derrière vous tout un arrière dont l'illégalité a été stipulée dans le rapport de M. Aimond, vous créerez des situations ambiguës qui entraîneront, pour le commerce intéressé, des procédures coûteuses et longues.

J'entends bien que l'on m'a dit tout à l'heure qu'il n'avait pas été procédé à des réquisitions de blé chez les minotiers depuis le 7 mai dernier.

M. le ministre indique qu'on s'en est tenu au recensement.

Serais-je donc inexactly documenté ? Je ne le crois pas, car j'ai sous les yeux des correspondances qui affirment que des ré-

quisitions ont été pratiquées chez des meuniers à la fin de mai et même dans les premiers jours de juin.

Sans citer de noms propres, je puis déclarer tout de même qu'un meunier de l'Eure a écrit les lignes suivantes :

« Il est de toute nécessité que vous obteniez gain de cause à la commission des finances du Sénat pour la différence des blés achetés antérieurement au 8 mai et ceux en magasin à cette date. En ce qui me concerne personnellement, j'avais 2,200 quintaux de blé en magasin au 8 mai, plus 1,500 quintaux de blé exotique aux magasins généraux du Havre qui ont été réquisitionnés ces jours-ci à 32 fr. et qui me coûtaient de 35 fr. 75 à 36 fr. »

Cette lettre est du 7 juin.

En voici une autre du 3 :

« Les 12,000 quintaux de blés exotiques que nous avons au Havre viennent de nous être réquisitionnés la semaine dernière. Nous avons donc grand intérêt à connaître la suite qui sera donnée à vos démarches », etc...

La réquisition a frappé une maison honorablement connue qui écrit : « Les 6 et 7 mai dernier, nous faisons livrer à la gare de Vulaines (Aube), environ 300 quintaux de blé provenant des communes de l'Yonne bordant le département de l'Aube et, la gare de Vulaines étant la plus proche, nous avions fait livrer à cette gare qui nous a délivré les récépissés. Mais le 7 mai, ces blés étaient réquisitionnés en gare de Vulaines sur l'ordre de la préfecture de l'Aube au prix de 32 fr. le quintal et expédiés à Troyes.

« Ces blés nous avaient coûté 35 fr. 25 les 100 kilogr. »

De Cherbourg on écrit : « Il me reste aujourd'hui 2,500 quintaux de blé indigène et 800 quintaux de farine achetés avant le 8 mai ; j'avais fait ces achats parce que le maire de Cherbourg m'avait communiqué officiellement un télégramme de M. le préfet m'avisant qu'il n'y avait plus de réquisitions, dans le but de faciliter aux meuniers la constitution d'un stock pour atteindre la récolte prochaine. Je vous serai obligé de faire remarquer que mes blés m'avaient coûté environ 37 fr. 75, gare Cherbourg. Je tiens mes factures à la disposition de l'autorité. »

M. le rapporteur général. Etes-vous sûr qu'un bon de réquisition a été donné ?

M. Lebert. Je ne crois pas que M. le préfet ait pu opérer illégalement, sans bon de réquisition.

S'il y a eu réquisition, alors même que le préfet n'était pas qualifié pour l'ordonner, il n'a pu tout de même prendre qu'une décision régulière en la forme !

Je ne pense pas que toutes ces correspondances, émanées de personnes honorables, puissent être contredites. Les préfets ont réquisitionné, les maires ont incité, sur l'ordre des préfets, les meuniers à acheter, et, en effet, ils avaient beau jeu à le faire, puisque, dans sa réponse, M. le ministre lui-même faisait appel à la meunerie et disait : « Importez, importez encore, vous rendez service au Gouvernement ! »

Je dis que cette situation tout à fait préjudiciable, qui ne paraît pas niable, mérite votre attention, messieurs, et qu'au moment de discuter la loi, il ne m'est pas possible de me contenter d'une parole ou de promesses. Il y a lieu d'examiner avec une attention tout à fait soutenue les amendements que tout à l'heure j'ai l'honneur de déposer, puisqu'ils ont pour objet de combler, au moyen d'une disposition législative, le préjudice éprouvé par la meunerie, soit par suite de ces réquisitions, soit parce qu'on l'a obligée, par des arrêtés pré-

factoraux, à livrer de la farine à un prix arbitraire qui, au prix d'acquisition de 37 et 38 fr., pour la matière première, ne peut être considéré autrement que comme une véritable spoliation.

Telles sont, dans les dispositions générales du projet de loi, les observations que je me suis permis de confier au Sénat, pensant que M. le ministre, d'abord, voudrait bien me répondre, me réservant ensuite, quand nous en viendrons à la discussion de l'article 5, de défendre les amendements que j'ai rédigés. (*Très bien ! sur divers bancs.*)

M. Thomson, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'industrie.

M. le ministre. Messieurs, nous sommes d'accord avec l'honorable M. Lebert sur le principe même de la loi qui est soumise à l'approbation du Sénat.

M. Lebert a reconnu, et, du reste, le fait n'est pas contestable, qu'il s'était produit, à un certain moment, certaines spéculations qui ont eu pour effet de majorer le prix du blé d'une façon excessive, qui ont entraîné l'augmentation du prix du pain, et qui, si ce mouvement de hausse avait continué, l'auraient élevé à un taux absolument anormal et dangereux.

Je dis que c'est la spéculation qui a suscité cette hausse artificielle : le fait est facile à vérifier.

Permettez-moi de vous rappeler — M. Lebert en a dit un mot — ce qui s'est produit au moment où les réquisitions ordonnées par l'autorité militaire, pour l'approvisionnement du camp retranché de Paris, ont été levées. En vue de ce ravitaillement, les minotiers de Paris rencontrèrent des difficultés à se procurer une partie du blé nécessaire à la boulangerie, car l'autorité militaire se déclarait dans l'impossibilité absolue de fournir une proportion de blé supérieure à 80 p. 100 des besoins de cette minoterie, si on ne lui permettait pas d'acheter des blés indigènes.

Le Gouvernement, soucieux de maintenir le régime établi à Paris, donna à l'autorité militaire l'autorisation de se procurer les quantités nécessaires, soit à l'amiable, soit par voie de réquisition.

Quelques centaines de mille de quintaux de blé furent achetés à caisse ouverte, et 2,200,000 quintaux furent frappés de réquisition, réalisable non pas tout de suite, mais, en quelque sorte, à terme.

Ces réquisitions soulevèrent de vives réclamations qui nous parurent fondées. Les réclamants firent observer qu'en réquisitionnant, dans certains départements, pour le camp retranché de Paris, des blés qu'elle payait 31 fr., l'autorité militaire raréfiait cette denrée et obligeait ces départements à remplacer ces quantités nécessaires à leur alimentation par d'autres achetées à des prix supérieurs à 31 fr. ; on arrivait ainsi à majorer les prix sans profit pour la consommation, par une augmentation due à des transports qu'on aurait évités sans les réquisitions. En présence de ces doléances, le Gouvernement décida de renoncer aux réquisitions, et il fut entendu que l'autorité militaire achèterait à l'étranger, pour le ravitaillement du camp retranché de Paris, 1,500,000 quintaux de blé, et les 2,200,000 quintaux qui étaient immobilisés par les réquisitions furent rendus à la liberté commerciale pour l'alimentation générale du pays.

Cette levée des réquisitions militaires à la date du 11 avril aurait dû, logiquement, entraîner une baisse du prix du blé. Et, cependant, c'est le résultat inverse qui est produit.

À dater de ce moment, vous pouvez le constater dans chaque relevé des cours publiés au *Journal officiel*, il est enregistré une hausse considérable du prix du blé, généralement de 1 fr. à 1 fr. 20 par chaque dizaine; si bien qu'on arrive assez rapidement aux chiffres qu'on indiquait tout à l'heure, c'est-à-dire 36 et 37 fr. le quintal. De là des plaintes très vives de la part des municipalités, et les préfets insistent auprès du Gouvernement pour qu'il prenne des mesures en vue de modifier cette situation.

C'était, à brève échéance, la hausse du pain, cet aliment de première nécessité, comme l'indiquait tout à l'heure M. Lebert. Or nous étions bien décidés à ne pas tolérer ces manœuvres, et c'est alors que, le 6 mai, on a indiqué que non seulement nous ferions des cessions de blé exotique au prix de 32 fr., plus le transport, mais que le blé de l'intérieur lui-même pourrait être, à un moment donné, réquisitionné et livré au même prix de 32 fr.

Cette décision a arrêté les spéculations à la hausse, et si vous voulez relire les cours à partir de cette date du 6 mai, vous constaterez qu'ils ont descendu à des taux de plus en plus rapprochés du prix normal pour le blé, comme pour la farine.

À l'heure actuelle, si nous nous en rapportons aux déclarations unanimes qui nous viennent de nos diverses régions, nous voyons que la mesure a produit d'heureux résultats, et que le Gouvernement a obtenu ce qu'il recherchait et ce qu'il entend maintenir.

C'est pourquoi nous sommes complètement d'accord avec votre commission des finances sur les modifications qu'elle a apportées au projet de loi et qui consacrent définitivement les mesures dont je viens de parler, et dont nous n'avons commencé l'exécution qu'après nous être entendus avec les commissions parlementaires compétentes, qu'il s'agisse d'achats de blés exotiques ou de mesures préparatoires pour les réquisitions.

À la suite de ces résolutions, notre attention a été appelée sur une situation délicate.

Certains minotiers, a-t-on dit, ont procédé de bonne foi, même sur la suggestion du Gouvernement, à des approvisionnements de blé — pas très considérables, en vérité — qu'ils ont payés 33, 34, 35 et même 36 fr. À quel prix seront-ils réquisitionnés ?

Nous avons répondu d'abord par cette observation : c'est qu'il ne s'agissait pas d'appliquer les réquisitions le jour même où la décision du Gouvernement a été notifiée; ce qu'on voulait, c'était surtout prévenir les détenteurs de blé que si certains d'entre eux continuaient à se livrer à des manœuvres de hausse, ils rencontreraient notre opposition absolue, et que ce serait à leur détriment.

M. Lebert prétend qu'on a procédé à des réquisitions, et que ces réquisitions, en raison de leur prix, ont lésé certains minotiers. Je puis affirmer que si certaines mesures préparatoires ont été prises dans quelques départements, aucune réquisition n'a été réalisée.

M. André Lebert. Je tiens leurs noms à votre disposition.

M. le ministre. Il y a certainement, dans les faits qui ont été indiqués, une confusion; et permettez-moi d'ajouter cette simple observation. Vous avez fait allusion à une lettre que vous avez bien voulu m'adresser — vous m'en aviez écrit deux — je regrette que vous n'avez pas répondu à la proposition que contenait ma seconde lettre, parce qu'elle m'aurait permis, sans doute, de faire disparaître la confusion dont il s'agit.

Je vous disais, dans cette lettre du 21 mai dernier :

« Vous avez bien voulu appeler mon attention sur la situation qui serait faite à certains minotiers du département de la Sarthe au cas où les réquisitions récemment ordonnées par le Gouvernement s'opéreraient sur des blés par eux achetés à des prix supérieurs au cours de 32 fr.

« Si vous voulez bien m'indiquer les cas qui font l'objet de vos préoccupations, je m'empresserai de les signaler au préfet de votre département en vue d'apprécier la solution qui pourrait leur être réservée. Toutefois, je crois devoir faire remarquer que, au cours de la période qui vient de s'écouler depuis l'annonce de la décision prise par le Gouvernement en ce qui concerne les réquisitions; il a dû leur être possible d'écouler leur stock sur conditions anciennes. »

Telles ont été nos instructions sur ce point; à tous les préfets nous avons conseillé de ménager une période transitoire pour ne pas léser des intérêts légitimes. Remarquez, messieurs, qu'on nous disait, et qu'on nous dit encore, à l'heure actuelle, qu'il y avait des stocks de blé pour deux mois; c'est beaucoup pour la généralité des minotiers. Or, notre décision date du 6 mai, et nous sommes aujourd'hui au 21 juin; pendant cette période transitoire, si le prix du pain n'a pas augmenté, il n'a pas subi non plus de réduction notable; on est resté à peu près dans la même situation :

Quant à la confusion, voici comment, à mon avis, elle s'explique : le préfet de la Seine-Inférieure, quand il a procédé au recensement des blés existant dans son département, a arrêté tous les blés emmagasinés dans les entrepôts, notamment au Havre, estimant que ces quantités pourraient, à un moment donné, être utilisées pour le ravitaillement de la population civile.

Mais nous sommes intervenus pour lui demander de laisser sortir les quantités réclamées pour l'alimentation d'autres départements; toutes les autorisations ont été données, et, si j'avais été saisi de votre réclamation, le minotier en question serait en possession de sa marchandise. Il n'y a donc pas eu réquisition, mais arrêt de la circulation, en vue du recensement et de la surveillance de la denrée.

Ce qui a été fait au Havre l'a été dans d'autres endroits; mais nous avons partout demandé qu'on respecte les habitudes commerciales et qu'on n'entrave point les transactions, tenant au voisinage des minoteries et des boulangeries. Je suis donc fondé à dire qu'au Havre il n'y a pas eu acte de réquisition véritable.

M. André Lebert. J'aurai l'honneur de vous répondre.

M. le ministre. J'ajoute que le préfet de la Seine-Inférieure a été informé qu'on lui remplacerait, par des cessions de blé exotique, les blés rendus à la libre circulation.

Dans ma lettre, j'avais prié M. Lebert de vouloir bien me signaler les faits qui le préoccupent, et je regrette qu'il ne l'ait pas fait; car je suis certain que j'aurais pu apporter, sur chacun de ces faits les explications ou les propositions du préfet.

En ce qui concerne les difficultés relatives au prix de réquisition, la loi de 1877 a prévu des recours qui garantissent les droits des parties.

M. Dominique Delahaye. Vous voulez des procès !

M. le ministre. Non, mais je demande au Sénat de ne pas modifier cette législation...

M. Dominique Delahaye. Le prix de la farine avait été fixé — c'était là l'équiva-

lent de la réquisition — à 70 francs, ce qui correspondait au prix du blé à 32 francs, pour des minotiers dont le stock coûtait 36 à 37 francs. C'est ainsi que vous avez fait perdre 10 millions aux minotiers.

M. le ministre. Notre décision n'a rien fait perdre aux minotiers.

M. Dominique Delahaye. Je vous le démontrerai. Je demande la parole.

M. le ministre. Si je vous lisais les déclarations de certains groupements de minotiers, vous verriez qu'ils sont d'accord avec nous sur le principe même de la loi et sur sa nécessité; quant aux atteintes qui pourraient être portées à des intérêts particuliers, il y a des juridictions qui sont chargées d'apprécier les dommages causés. Mais, comme je vous l'ai dit, jusqu'ici aucun acte de réquisition n'a été réalisé.

M. le ministre des finances, que je vois à son banc, a donné l'ordre de ne faire aucun paiement à ce titre.

Or, sans crédit, il n'est pas possible de procéder à des réquisitions, alors surtout que nous entendons verser immédiatement au détenteur de blé le prix de sa marchandise.

Telle est, messieurs, la véritable physiologie des faits; aussi je prie le Sénat de ne pas retarder le vote d'une loi absolument indispensable, qui armera les autorités contre le mauvais vouloir ou les manœuvres de certains, et qui nous permettra d'arriver à la récolte prochaine, c'est-à-dire dans quelques semaines, en ayant évité une élévation dangereuse du prix du pain.

Je n'en dirai pas davantage. Que demain l'effort admirable de nos soldats brise la ligne de résistance où nos ennemis accumulent des difficultés sans cesse renouvelées, et nous aurons du pain à envoyer aux départements que nous retrouverons.

Je demande au Sénat de sanctionner les dispositions qui lui sont proposées par sa commission, qui consacrent les mesures prises par le Gouvernement et qui ont des maintenant donné des résultats appréciés. (*Très bien!*)

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Je ne vous blâmerai point, monsieur le ministre, d'avoir empêché le prix exagéré du pain; c'était une bonne action. Qu'il ait fallu, pour arrêter la hausse du pain, pour empêcher la période du pain cher, taxer le blé et la farine à un prix correspondant, ce sont encore là des mesures raisonnables.

On pourrait bien vous reprocher, au début de la guerre, d'avoir été singulièrement plus généreux, alors que personne ne vous le demandait; car vous connaissez l'histoire de ces marchés qui vous avaient été rétrocédés au prix coûtant, dont vous avez laissé tomber la plus grande partie et qui, par un beau geste de l'intendance, ont procuré un bénéfice de 20 p. 100, de 4 fr. par quintal, alors que c'était Baumann, des moulins de Corbeil, qui représentait tous ceux qui avaient cédé leurs marchés à prix coûtant. Voilà un acte qui a montré le Gouvernement singulièrement gaspilleur des deniers publics. Et voici que maintenant on prend la contre-partie et qu'on dit aux meuniers : vous allez perdre autant que d'autres ont gagné. Si encore on pouvait faire passer les sommes gagnées, c'est-à-dire les 4 fr. dans la poche de ceux qui perdent aujourd'hui, je me dirais qu'il y a méthode de compensation. Mais votre procédé consiste à enrichir les uns et à appauvrir les autres, contre toute justice. Vous avez agi illégalement non seulement en faisant certaines réquisitions, mais aussi en fixant le prix des farines.

nes. Ce droit, vous ne le teniez pas de la loi de 1877, ni d'aucune autre loi.

Je pourrais développer en vous citant le rapport de la meunerie française que vous connaissez, les six griefs qu'elle élève contre les procédés du Gouvernement.

Voici l'énumération de ces griefs que je trouve à la page 2 du rapport :

« La meunerie se plaint de déni de justice,.... de dispositions draconiennes qui sont illégales et arbitraires :

« 1^o Parce que la loi du 3 juillet 1877 n'a point prévu la délégation du droit de réquisition à l'autorité civile et son application au ravitaillement de la population civile ;

« 2^o Parce que la loi de 1791 et celle de 1881 ne permettent ni aux maires, ni aux préfets, de taxer les farines ;

« 3^o Parce que le Gouvernement avait demandé à la meunerie de poursuivre ses achats et de faire l'importation nécessaire malgré les prix élevés pratiqués ;

« 4^o Parce que le Gouvernement avait annoncé officiellement en avril qu'il n'y aurait plus de réquisition, de façon à ce que les industriels puissent constituer leurs approvisionnements.

« 5^o Parce que le Gouvernement a autorisé les préfets à prendre des mesures restrictives, ce qui a amené certains départements à interdire la sortie des farines et du blé sans tenir compte des marchés en cours d'exécution ou à exécuter, tandis que la liberté commerciale est respectée dans d'autres départements ;

« 6^o Parce que cette réquisition assure aux agriculteurs un prix rémunérateur, tandis qu'elle met l'industriel en perte de 3 à 5 fr. par quintal, suivant la nature et la provenance du blé qu'il avait acheté. »

Plus loin, pour préciser l'importance des pertes, vous avez, à la page 11, dans ce même mémoire qui est entre les mains de quelques-uns d'entre vous, des chiffres qu'il n'est peut-être pas inutile de citer ici, car je crois que M. le rapporteur attache à la page 11 la plus grande importance.

M. le rapporteur général. Parfaitement.

M. Dominique Delahaye. Eh bien, voici le résultat d'une enquête de l'Association de la Meunerie, auprès de tous les meuniers de France, sur les achats de blés effectués par eux avant le 8 mai et n'ayant pas encore été mis en mouture à la date du 1^{er} juin.

« De cette enquête il résulte que les approvisionnements, provenant d'achats antérieurs au 8 mai, s'élevaient encore, le 1^{er} juin, à 698,200 quintaux et appartenaient à des usines écrasant journellement 53,360 quintaux. Ce stock, dont les détenteurs offrent de fournir au Gouvernement les factures et les contrats d'achats, se trouvait réparti comme suit entre nos diverses régions :

Régions	Consommation journalière pour la population civile	Blés achetés avant le 8 mai se trouvant dans les magasins des usines le 1 ^{er} juin.	Force journalière de travail des usines ayant constitué ces approvisionnements.
	Quintaux.	Quintaux.	Quintaux.
Nord-Ouest.	23.400	133.500	7.555
Nord.....	49.400	60.300	6.670
Nord-Est....	10.600	38.200	2.685
Ouest.....	20.000	94.400	6.600
Centre.....	16.100	41.200	5.330
Est.....	24.300	159.600	9.070
Sud-Ouest..	17.200	38.200	5.355
Sud.....	14.300	17.500	2.245
Sud-Est....	17.100	115.500	12.850
Corse.....	1.700	..	..
	191.100	698.200	58.360

« Dans ce tableau, nous avons tenu compte exclusivement des besoins de la population civile, tout en défalquant pour la

région du Nord et pour celle du Nord-Est la consommation des contrées envahies. Quant au stock accusé, s'il ne représente, dans l'ensemble, que fort peu de chose comparativement à l'importance de nos besoins journaliers, il n'appartient, en réalité, qu'à tiers des meuniers travaillant pour le commerce, et ce, dans des proportions très variables. »

J'hésite à vous lire la fin de ce mémoire énumérant les « conséquences de la réquisition. » M. Lebert vous les ayant fait connaître, je ne pourrais que répéter ce qu'il a dit. J'insisterai seulement sur le chiffre de 10 millions auquel s'élève la perte véritable de la meunerie, alors que c'est pour vous obéir qu'elle a fait des approvisionnements qui ne sont pas de la spéculation.

Quant au commerce, il est difficile de lui refuser la même indemnité, et je demande à M. Lebert pourquoi il n'a pas parlé du commerce dans son amendement. Il prétend qu'il ne l'a pas pu.

N'établissons pas de catégories. Vous lui avez causé un dommage sérieux en n'opérant pas comme il le fallait ; n'y ajoutez pas une injustice criante.

M. André Lebert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Lebert.

M. André Lebert. Je désire d'abord répondre quelques mots à M. le ministre du commerce qui m'y a convié. Il m'a presque reproché de n'avoir pas répondu à une lettre qu'il a bien voulu m'écrire, le 24 mai. Je pourrais dire que les résultats malheureux des réponses du 6 mai ne m'incitaient guère à continuer cette correspondance. Je préfère lui faire connaître, ce qui est mieux, les motifs de mon silence. Les voici, monsieur le ministre :

Vous aviez chargé M. le préfet de la Sarthe de tractations amiables avec le syndicat de la meunerie du département. Or, les points litigieux que je vous avais soumis et sur lesquels vous me demandiez des éclaircissements ont été, en réalité, réglés heureusement, et d'accord avec le syndicat, par M. le préfet de la Sarthe. Il s'est établi des cours de compensation à la suite de fournitures faites à certains meuniers, au taux de 32 fr. le quintal. Ces fournitures ont permis aux meuniers de la région, non pas d'éviter tout dommage, mais d'amortir dans une proportion notable le préjudice qu'ils auraient subi en vendant la farine au taux réduit qui leur était imposé, à la suite de leurs marchés de blé antérieurs, au prix de 36 et 37 fr.

Voilà une première raison. La seconde, c'est qu'un industriel, auquel je pensais d'une façon précise, et qui avait, de gros marchés à livrer en mer, sur le *Général-de-Boisdeffre*, bateau qui porte le nom d'un général français, a eu peur des conséquences très onéreuses pour lui de la réquisition au prix de 32 fr. Il a alors obtenu de son vendeur — le maison Dreyfus, qui est bien connue — la résiliation de son marché.

Alors que la réquisition menaçait de lui faire perdre 55 000 fr., il s'en est tiré, pour 15,000 quintaux, je crois, avec un dédit au bénéfice du vendeur d'environ 6,000 fr. Il a donc résilié son marché, et je n'avais plus à vous entretenir de son cas.

Voilà, monsieur le ministre, pourquoi je n'ai pas fait droit à votre demande, fort aimable, du 24 mai. C'eût été vous imposer une correspondance inutile, et je m'en suis fait scrupule. Si je n'ai pas cru devoir attirer à nouveau votre attention sur les faits que j'avais eu l'honneur de vous signaler précédemment, c'est que des solutions, bonnes ou médiocres, étaient intervenues déjà et que vous n'y pouviez plus rien.

Mais permettez-moi d'insister sur les réquisitions opérées en meunerie depuis le

7 mai, et de vous dire que je tiens mon dossier à votre entière disposition ; si je n'ai pas cru pouvoir divulguer ici les noms des signataires des lettres que je possède, je suis prêt néanmoins à vous les livrer et à vous démontrer qu'au Havre notamment, des réquisitions ont été véritablement opérées.

J'ajouterais que, même s'il ne s'agit que de réquisitions à tempérament, à livraison différée, — l'équivalent du marché à livrer, — le fait d'immobiliser des quantités de blés dont le meunier ne peut plus disposer, ni jouir à ses besoins engendre déjà un préjudice considérable pour ceux dont les marchandises sont ainsi rendues indisponibles.

Voilà, monsieur le ministre, pourquoi je persiste et je vous demande de vouloir bien envisager avec équité la situation préjudiciable dans laquelle vos arrêtés préalables à la réquisition mettent les industriels qui, à coup sûr, ne sont pas des spéculateurs. (*Très bien!*)

M. Herriot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Herriot.

M. Herriot. Je regrette de ne pas être de l'avis de mon collègue Lebert. Je déclare d'abord, pour ma part, comme représentant d'une ville pour laquelle le problème du pain a été et demeure extrêmement important, que je suis reconnaissant au Gouvernement des mesures qu'il a prises et des moyens qu'il a mis entre nos mains pour nous défendre contre la hausse du pain et contre les procédés de certains marchands de blé.

M. André Lebert. Nous lui en sommes tous reconnaissants.

M. Herriot. Loin de moi la pensée d'incriminer l'ensemble de la meunerie française. Il y a, en effet, un nombre important de meuniers qui ont compris que, dans les circonstances actuelles, il fallait faire des sacrifices pour la défense nationale. Je remercie ceux qui ont consenti à nous aider, mais il y en a aussi qui ont opposé jusqu'au bout et qui opposent, à l'heure actuelle encore, la plus vive résistance à des mesures qu'on peut appeler des mesures de patriotisme. Cette résistance de quelques-uns, j'estime que dans l'intérêt national, il importe de la briser. (*Très bien! très bien!*)

Que s'est-il passé lorsque le Gouvernement a pris des mesures que, pour ma part, je trouve très sages? Nous étions en présence d'une hausse continue sur les blés ; dans la ville où je surveille, par devoir, le cours du blé, il atteignait, comme M. le ministre l'a dit tout à l'heure, 36, 37, et même 38 fr. Non seulement le blé était cher, mais il était rare et nous avons connu le pain à 50 centimes : vous savez que pour toute la population pauvre en France le prix du pain est un indice de la ressource intérieure du pays et de sa force de résistance. Je ne sais si je me trompe et si j'aurai votre approbation, mais il me semble que, pour le peuple, le prix du pain, c'est, à peu près, comme le cours de la rente pour les riches. (*Très bien! très bien!*)

Il importe donc, dans une crise comme celle-ci, de maintenir le prix du pain aussi bas que possible.

Qu'ont fait les meuniers avant les mesures prises par le Gouvernement pour aider les municipalités? Ceux-là même qui auraient désiré faire autrement étaient obligés de suivre la hausse. Pour certains, il suffit que l'écart entre les prix du blé et de la farine soit constant afin qu'ils obtiennent leur bénéfice.

Le Gouvernement a fixé le prix du blé, au moins dans les centres de production et

dans les ports, à 32 fr. C'est un prix encore bien élevé, car, en y ajoutant les frais de transport à l'intérieur, le blé monte facilement jusqu'à 34 fr. Il est absolument indispensable, pour donner son effet à cette mesure, de taxer la farine, comme le prévoit l'article 8 du projet de loi. Agir autrement serait une duperie.

M. le rapporteur général. Ce n'est pas dans le projet.

M. Herriot. Je réponds à l'observation de MM. Lebert et Delahaye...

M. André Lebert. Je suis d'accord avec vous.

M. Dominique Delahaye. Nous ne nous sommes pas élevés contre cela, M. Lebert ni moi.

Vous n'avez pas compris mon argument, cela m'étonne de votre part.

M. Herriot. Il peut bien m'arriver de ne pas vous comprendre ; c'est le fait d'une intelligence pour laquelle je demande votre indulgence. (Sourires.)

M. Dominique Delahaye. Oui, mais une rectification vaudrait mieux.

M. Herriot. Je ferai la rectification, si je la dois, et avec beaucoup de bonne volonté. Mais je ne la dois pas.

J'ai entendu tout à l'heure, dans le mémoire que vous avez lu et où à beaucoup de chiffres se mêlaient quelques arguments (Sourires), que les meuniers se plaignaient, par votre intermédiaire, qu'on eût taxé la farine. L'association nationale de la meunerie française, qui réclame une indemnité de 10 millions, soutient, à la page 2 de son mémoire, que la taxation des farines est illégale et arbitraire.

M. Dominique Delahaye. Ce n'est pas de cela que se plaignent les meuniers, mais de ce qu'on ait taxé les farines en prenant pour base le prix de 32 fr., alors qu'ils ont dans leurs magasins des blés payés 4 ou 5 fr. de plus.

Ils demandent que le Gouvernement les indemnise puisque, par ses hésitations, il les a conduits non pas à la spéculation, mais à faire un stock normal nécessaire à l'alimentation de la population : je crois que sous ce rapport nous serons d'accord.

M. Herriot. J'emprunte les éléments de mon raisonnement au mémoire même que vous avez cité.

Je persiste à soutenir qu'il est indispensable, pour avoir du pain à bon marché pendant la guerre, de taxer la farine comme le blé ; sinon, vous laisserez sans défense le boulanger qui fait, en général, les plus louables efforts pour remplir son devoir.

D'ailleurs, une des raisons qui rendent si difficile le problème du prix de la farine c'est que, par malheur, il n'y a pas de relation bien nettement établie entre le prix du blé et celui de la farine. Le prix du blé une fois établi, un maître sait à peu près comment établir le prix du pain. Mais, par malheur la relation qui doit unir normalement le prix du blé et celui de la farine est entourée d'un mystère qui est peut-être favorable à certains intérêts, mais qui gêne l'action des pouvoirs publics et la défense des intérêts de la population.

Il s'agit là d'une formule constamment variable, puisqu'il faut tenir compte, pour la calculer, d'éléments divers et mouvants comme le prix de la main-d'œuvre, le taux du blutage et le prix des issues.

Ma conclusion est la suivante :

On nous demande des indemnités dont on paraît, à la fin du mémoire, fixer le chiffre à dix millions pour les meuniers qui, ayant acheté du blé à un prix supérieur à 32 fr.

— je voudrais savoir s'il y en a beaucoup — ont été obligés de le céder à ce prix.

L'observation de bon sens que vous accepterez, j'en suis sûr, est qu'il y a, dans le commerce des blés, toute une part de hasard. Si le Gouvernement se met à rembourser au nom de la nation ceux qui ont payé le blé à un prix supérieur à 32 fr., quelle mesure va-t-il prendre à l'égard des meuniers qui, ayant acheté le blé à des cours inférieurs et l'ayant entreposé, ont attendu que le prix fût établi à 32 fr. pour le céder ? Prenez des mesures pour donner une compensation aux quelques meuniers qui ont payé le blé trop cher, mais alors, inversement, prenez des mesures sévères contre ceux qui, au moment où nous étions dans un grand embarras, nous y ont laissé jusqu'à la réquisition. (Marques d'approbation.)

Il est plus sage, croyez-moi, de ne pas aborder cette double série de recherches. Le Gouvernement n'a pris à l'égard de la meunerie aucun engagement imprudent ; l'analyse détaillée du mémoire le démontrerait facilement. Je suis assuré que le plus grand nombre des meuniers de France, que tous ceux, comme j'en connais, qui ont accepté d'aider loyalement les municipalités, conscients de leur devoir patriotique, se refuseraient à pousser aussi loin leurs prétentions.

Je remercie donc, pour ma part, le Gouvernement de l'aide qu'il nous a donnée, et s'il m'était permis, en présence du Gouvernement et de M. le directeur du ravitaillement civil, d'exprimer un vœu qui est inspiré par la prudence la plus élémentaire, je prierais M. le ministre du commerce de vouloir bien saisir son collègue des travaux publics, et au besoin le Gouvernement d'une question, à mon sens, infiniment grave. Je demande qu'on prenne d'avance pour l'approvisionnement en charbon de la population française, l'hiver prochain, les mesures qu'on a prises, un peu tard peut-être, pour les blés, afin que, au début de la saison froide, nous ne soyons pas embarrassés pour fournir à la population le charbon dont elle aura besoin. (Très bien ! très bien !)

Il y a là, monsieur le ministre du commerce, des problèmes tout à fait sérieux. Il y en a un que je signale à votre vigilance, c'est celui de la répartition du charbon de l'intérieur qui reste dans les mines françaises, et du charbon d'importation qu'il faudra faire venir.

Je vous en supplie, que le Gouvernement ne laisse pas, dès maintenant, retenir le charbon des mines par les acheteurs plus habiles, plus riches. La conséquence serait, cet hiver, que la population civile, moins défendue, moins armée, serait obligée de subir la hausse qui va se produire forcément sur le charbon d'importation.

Il est du devoir du Gouvernement de chercher le moyen de faire une sage répartition entre le charbon d'importation que la France sera obligée d'acheter, et le charbon de l'intérieur.

Si le Gouvernement auquel je remets l'étude de ce problème y apporte la même vigilance qu'il vient d'apporter à l'étude de la question des blés, je lui en serai, pour ma part et pour la population dont j'ai charge de surveiller les intérêts, très reconnaissant. (Très bien ! très bien !)

M. le ministre. Je remercie M. le sénateur Herriot de ses déclarations, et en ce qui concerne le charbon, je puis l'assurer que le Gouvernement s'en préoccupe.

M. Herriot. Je parle non seulement des charbons nécessaires pour la guerre, mais du charbon indispensable pour le ravitaillement de la population civile.

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. M. Herriot ne s'étonnera point que je ne réponde pas à ce qu'il a dit du charbon et que je passe du noir au blanc. (Sourires) me bornant à parler de la farine, sans nier que notre collègue ait dit sur les charbons des choses fort utiles et judicieuses ; seulement, comme pour détruire la force de l'argument de M. Lebert auquel je m'étais associé, M. Herriot a représenté les meuniers comme des adversaires de la taxation des farines, il importe que je démontre au Sénat que les meuniers ne se sont point élevés contre le principe de cette taxation.

Ils disent que le Gouvernement, dans l'état actuel de la législation, ne tient point de la loi le droit de taxer la farine, ce qui est la vérité.

Si j'ai lu quelques chiffres et quelques phrases, vous devriez me savoir gré de vous avoir épargné onze pages sur treize ; je n'ai pris dans les phrases que les griefs dans les chiffres que ceux qui démontrent que les meuniers n'ont point fait de spéculation, que le stock qu'ils avaient était un stock normal, qu'on devait leur savoir gré d'avoir mis ce stock en magasin. Si l'on agissait autrement, ceux qui n'avaient pas constitué de stock se trouveraient plus favorisés que ceux qui en avaient ; ceux qui n'étaient pas riches ou qui n'étaient pas vigilants se trouveraient plus favorisés que ceux qui ont mis en avant leurs capitaux pour pouvoir alimenter la population.

M. Herriot étant aussi partisan de la justice que je le suis moi-même, je le prie d'arrêter son attention sur cet acte d'injustice souveraine qui consiste à dire aux gens, brusquement : nous vous surprenons avec des stocks qui sont le résultat d'achats faits suivant la loi de l'offre et de la demande — car ce n'est pas le meunier qui a fait les prix, c'est l'agriculteur, c'est l'étranger...

M. André Lebert. M. Herriot vient de dire il y a un instant qu'il n'était pas hostile au principe de l'indemnité !

M. Dominique Delahaye. Je voulais convaincre M. Herriot, mais il est convaincu d'avance : je me félicite d'apprendre que je parlais pour un homme déjà convaincu.

M. André Lebert. Seulement M. Herriot a demandé la contre-partie pour les meuniers spéculateurs.

M. Dominique Delahaye. Je l'avais demandée avant lui, puisque j'avais fait allusion à M. Baumann, le spéculateur idéal, Allemand naturalisé sur le tard, à qui l'intendance, par surcroît, a fait acheter jusqu'à des avoines bien qu'il ne se soit jamais occupé que de blé !

Nous sommes donc d'accord et, pour ce qui est des spéculateurs je tiendrai la verge avec vous, monsieur Herriot. Mais en face d'honnêtes gens qui travaillent avec les cours du jour, je demande que le Gouvernement respecte la propriété qui se présente ici sous la forme d'une propriété commerciale.

Le prix de la farine, en effet, n'est peut-être pas une chose aussi mystérieuse que l'on veut bien le dire. Je sais que, dans certains départements, le prix des culasses est de 74 à 74 fr., tandis que dans le mien, il est de 70 fr. Certain arbitraire préfectoral impose aux minotiers de faire la preuve du prix auquel ils ont acheté et des dommages qui leur ont été causés, mettons que ce soit par des circonstances indépendantes de notre volonté. La guerre est bien, en effet, indépendante

de notre volonté: le Gouvernement français ne l'a pas voulue. Demandez plutôt à M. Combes qui disait que nous ne l'aurions jamais, parce que nous ne la voulions pas. Tenons donc compte de ces cas extraordinaires de force majeure et ne devenons pas nous, les spoliateurs des meuniers en ce moment.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances.

M. le rapporteur général. Je demande la permission d'exposer très brièvement au Sénat dans quelles conditions la commission des finances lui demande de voter le projet de loi qui lui est soumis.

Il a dû remarquer, à la lecture des neuf articles qui le constituent, qu'il diffère considérablement du texte voté par la Chambre des députés, et un simple exposé des péripéties par lesquelles ce texte est passé devant nous suffira à lui faire comprendre l'objet du projet de loi soumis à ses délibérations.

Je ne reviens pas sur l'exposé de M. le ministre du commerce. Il a dit dans quelles conditions le Gouvernement, qui n'avait d'abord eu que l'intention d'acheter du blé exotique pour parfaire à un déficit que j'ai estimé dans mon rapport à près de 9 millions de quintaux pour aller jusqu'à la soudure, avait déposé devant la Chambre un projet qui lui permettait simplement d'acheter des blés à l'étranger et de les distribuer dans les départements, suivant les besoins de la population civile qui seraient indiqués par les préfets.

Mais, pendant ce temps, dans le camp retranché de Paris, le droit de réquisition existait légalement. Je dis légalement parce que nous étions dans une place forte et que la loi du 3 juillet 1877 donne l'autorisation aux gouverneurs des places fortes, même pour l'alimentation de la population civile, d'user du droit de réquisition. M. le ministre du commerce a rappelé tout à l'heure que, pour alimenter une population de 3 millions d'habitants, comme Paris, on est obligé de faire le vide autour: par conséquent les départements agricoles qui environnent Paris se sont trouvés appauvris en blé. Leur population n'a plus eu de blé pour sa propre consommation qu'à des conditions fort onéreuses. De là des plaintes très justifiées.

D'autre part, les départements éloignés du camp retranché de Paris — pas loin de votre département, mon cher sénateur du Rhône — ont réclamé et ont dit: « Comment! On fait aux Parisiens un sort privilégié. Pourquoi l'égalité ne serait-elle pas assurée partout? »

C'est alors que le Gouvernement a demandé au ministre de la guerre d'acheter lui-même à l'étranger les blés nécessaires au camp retranché de Paris, sans faire le vide dans les départements voisins.

C'est bien là, monsieur le ministre, la thèse que vous avez soutenue, et qui est très juste...

M. le ministre. Parfaitement!

M. le rapporteur général. Immédiatement, le droit de réquisition à terme de l'autorité militaire a cessé, et le Gouvernement espérait légitimement qu'en levant l'interdit sur près de 3 millions de quintaux réquisitionnés à terme ou à tempérament, il empêcherait le prix du blé d'augmenter.

Je ne veux pas rechercher ici pour quelles raisons, en quelques jours, ce prix est passé de 30 et 31 fr. à 35 et 37 fr.

La spéculation et aussi, peut-être, le désir très naturel de certains détenteurs de garder leur blé chez eux, pour le vendre très cher plus tard, ne sont sans doute pas étran-

gers à cette hausse; mais ce serait faire inutilement ici de l'histoire rétrospective.

Le prix du blé s'étant élevé, en tout cas, en quelques jours à 37 fr., il était impossible de maintenir le prix du pain à 45 ou 50 centimes le kilogr. bien que, par une opération parallèle, on ait fait à certaines chambres de commerce des avances pour leur permettre d'acheter elles-mêmes des blés et de les revendre, naturellement, sans bénéfices.

Le moment n'est pas venu de procéder à l'apuration des comptes de certaines chambres de commerce. Je dis toutefois, dès maintenant, qu'à l'heure actuelle, la chambre de commerce de Marseille et des blés qu'elle est obligée de vendre 35 fr. Par conséquent, le prix du pain n'est pas à Marseille le même qu'à Paris.

M. le président de la commission des finances. Tant s'en faut.

M. le rapporteur général. Il est à 50 centimes le kilogr.

M. le ministre. Le blé est vendu depuis quelques jours 32 fr.

M. le président de la commission des finances. C'est tout récent!

M. le rapporteur général. Si nous voulons arriver au but que nous poursuivons, c'est-à-dire d'empêcher le pain de dépasser d'une façon générale le prix de 45 centimes le kilogramme, il faut, naturellement, que nous puissions fixer le prix du blé d'une façon uniforme dans toute la France.

Ce résultat, nous pouvons l'obtenir par le droit de réquisition. Pour faire sortir les millions de quintaux qui sont encore dans les greniers des cultivateurs, il faut qu'intervienne la loi, la réquisition. Ce droit de réquisition, le Gouvernement, dans un deuxième projet, avait cru le trouver dans la loi du 3 juillet 1877, relative aux réquisitions militaires, mais immédiatement, nous lui avons montré que la loi du 3 juillet 1877 a été faite uniquement pour la nourriture de la population civile des places fortes et pour la nourriture de l'armée. (*Très bien!*)

Dans mon rapport, j'ai reproduit les dispositions de cette loi qui prouvent l'exactitude de la thèse de votre commission des finances.

L'article 5 dispose qu'« est exigible par voie de réquisition, la fourniture des prestations nécessaires à l'armée et qui comprennent notamment: 1° le logement chez l'habitant et 2° la nourriture journalière des officiers et soldats logés chez l'habitant; 3° les vivres et le chauffage pour l'armée, les fourrages pour les chevaux, mulets et bestiaux, la paille de couchage pour les troupes campées ou cantonnées; 4° les moyens d'attelage et 5° les bateaux et embarcations; 6° les moulins et les fours; 7° les matériaux, outils, etc.; 8° les guides, messagers, etc.; 9° le traitement des malades chez l'habitant; 10° les objets d'habillement; 11° tous les autres objets de service dont la fourniture est nécessitée par l'intérêt militaire ».

L'article 7 stipule, d'autre part, qu'« en cas d'urgence, sur l'ordre du ministre de la guerre ou de l'autorité militaire supérieure chargée de la défense de la place, il peut être pourvu, par voie de réquisition, à la formation des approvisionnements nécessaires à la subsistance des habitants des places de guerre ».

« Ainsi le droit de réquisition de l'autorité militaire est strictement limité aux approvisionnements de l'armée et, exceptionnellement, à ceux nécessaires à la subsistance des habitants des places de guerre, et cela est si vrai que le législateur a eu recours à

deux autres lois, celles du 5 août 1914, pour permettre à l'autorité militaire de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des individus expulsés des places fortes comme bouches inutiles et des personnes étrangères évacuées sur certaines régions de l'intérieur.

Ces observations de votre commission étaient d'autant plus opportunes que la discussion qui vient d'avoir lieu nous montre que si l'exercice du droit de réquisition se trouve entaché d'illégalité, on donne ainsi droit à ceux qui sont lésés d'aller ultérieurement devant la justice et d'obtenir de grosses réparations. (*Marques d'approbation.*)

Il fallait donc qu'en utilisant une arme aussi grave, puisqu'il s'agit d'une atteinte au droit de propriété, nous le fissions dans la stricte légalité. Je reconnais volontiers qu'après plusieurs conférences, le Gouvernement s'est rangé à notre manière de voir. Il accepte que le droit de réquisition que nous donnons aux préfets dans chaque département soit inscrit au frontispice de la loi nouvelle. Voilà donc un point important fixé par nous et qui nous sépare du texte voté par la Chambre.

M. Gaudin de Villaine. Le droit de réquisition ne s'exercera pas dans les départements où la production est inférieure à la consommation.

M. le président de la commission des finances. Dans tous les départements.

M. le rapporteur général. Un second point sur lequel j'appelle l'attention du Sénat a préoccupé la commission — on n'en avait pas parlé jusqu'ici — c'est le mécanisme financier de l'opération.

Nous allons acheter jusqu'à 200 millions de francs de blés exotiques. Combien acheterons-nous, d'autre part, de blés indigènes? Peu, je l'espère, parce que j'estime que le droit de réquisition ne jouera pas.

Il suffit, en effet, qu'il soit inscrit en principe dans la loi pour que des marchés amiables se fassent sur toute l'étendue du territoire. Je crois que je suis d'accord sur ce point avec M. le ministre du commerce. Quoi qu'il en soit, pour suivre les opérations que fera l'Etat, il faut bien qu'on ouvre un compte, qui sera celui d'un bon et honnête commerçant, qui constatera devant vous que les opérations ont été conduites d'une manière régulière. Dans le premier projet, rien de semblable. Vous auriez seulement voté, au budget, chaque année, une somme pour solde. Mais comment auriez-vous connu le nombre des quintaux de blé achetés, les conditions dans lesquelles les opérations s'étaient effectuées?

Nous avons demandé et obtenu du Gouvernement qu'il institue un organisme financier. Ce sont les articles 3, 4 et 5 du projet de loi qui vous est soumis qui en fixent le mécanisme.

Toutes les opérations seront en quelque sorte photographiées. Par une situation établie trimestriellement, vous saurez dans quelles conditions l'argent de la France a été employé pour empêcher la hausse du prix du pain.

Etait encore nécessaire une troisième précision qui ne figure pas dans le projet de la Chambre. De quelle façon serait répartie, dans chaque département, la masse des blés réquisitionnés ou achetés?

Nous n'avons pas la prétention de nous substituer au décret qui sera pris pour fixer le détail de l'opération, mais nous avons indiqué d'une façon générale comment les choses se passeront, quel sera le rôle des préfets, celui du comité consultatif que nous instituons.

Restait encore la question des tarifs: Il serait impossible d'imposer un prix uni-

forme pour le pain dans tous les départements si l'on n'avait pas en même temps le droit de taxer la farine. C'est bien évident. Il est naturel, d'ailleurs, que la taxation des farines doit varier nécessairement « selon leur taux d'extraction ». Les minoteries, ainsi qu'il est dit dans le projet de loi, extraient à 70, 75, 80, etc., et l'on sait qu'une farine plus ou moins blutée donne plus ou moins de pain. C'est le préfet, sur l'avis de chaque commission, qui fixera le prix de la farine. Ce droit du préfet ne s'exercera, d'ailleurs, que dans le cas où la minoterie voudrait imposer des prix excessifs.

Laissons donc cette grosse question qui nous avait préoccupés, et sur laquelle je reviendrai au moment de la discussion de l'amendement de M. Lebert. Je me permets seulement de lui dire en ce moment que la commission des finances ne pourra pas le suivre sur le terrain où il s'est placé.

En effet, si la loi avait été votée il y a un mois, par exemple, on aurait porté, il faut le reconnaître, un préjudice considérable aux négociants honnêtes. D'après les déclarations mêmes du Gouvernement, les meuniers croyaient bien que celui-ci n'aurait pas recours à la réquisition et qu'il laisserait au commerce libre le soin d'alimenter la France. Ils ont donc pu faire, très loyalement, très honnêtement, des approvisionnements considérables pour répondre aux besoins de leur clientèle.

M. André Lebert. Sur les suggestions du Gouvernement.

M. le rapporteur général. Je ne veux pas me prononcer sur le fond de la question, parce que je ne peux pas connaître les livres de commerce de tous les minotiers.

M. Herriot disait avec raison que certains meuniers avaient acheté au-dessous de 32 fr., d'autres au-dessus. C'est certain. Pour être équitable, il faudrait connaître les quantités qui ont été achetées et les prix d'achat. Par exemple, la chambre de commerce de Marseille a acheté du blé à un prix inférieur à 32 fr....

M. le président de la commission des finances. A 29 fr.

M. le rapporteur général. ... et aussi à un prix supérieur à 32 fr.

M. le rapporteur général. La question est donc complexe.

S'il était démontré d'ailleurs à la commission des finances que les préfets ont fait jouer la loi par anticipation, c'est-à-dire qu'ils ont usé du droit de réquisition, qu'ils ont arrêté des marchés...

M. André Lebert. Que feriez vous alors ?

M. le rapporteur général. Nous ne sommes pas de ceux qui exproprient sans indemnité.

M. le président de la commission des finances. Ils l'ont fait sur la sollicitation du ministre.

M. le rapporteur général. Nous avons procédé très loyalement.

J'ai reçu personnellement, avec l'autorisation de la commission des finances, les délégués du syndicat de la meunerie. Je leur ai dit, il y a plus d'un mois : « S'il est vrai que certain de vos collègues aient été obligés de s'approvisionner, sur la suggestion du Gouvernement, au cours de 37 et 38 fr., alors que nous avons fixé le prix à 32 fr., apportez-m'en la preuve. » (Très bien ! très bien !)

Or, que m'a-t-on apporté hier ? Un opuscule, que M. le maire de Lyon a entre les mains et dont M. Delahaye a tout à l'heure lu des passages, et où il est dit qu'au 1^{er} juin de la présente année les meuniers avaient en leur possession un certain

stock, soit 598,000 quintaux de blé, achetés postérieurement au 8 mai, par conséquent à des cours très probablement supérieurs à 32 fr.

Mais on peut voir le même tableau où figurent les renseignements, que ces meuniers écrasent journellement 53,800 quintaux ; par conséquent, aujourd'hui 24 juin, le stock qu'ils possédaient au 1^{er} juin est épuisé.

Le tableau dont il s'agit, lui-même, m'oblige donc à conclure qu'aucun préjudice ne leur a été causé. (Très bien ! très bien !)

M. André Lebert. Il y a la période transitoire.

M. le rapporteur général. Je suis juste, je dis que si le prix de la farine avait été fixé sur la base de 32 fr. dans tous les départements et si le pain se vendait à des prix correspondants, il y aurait lieu à indemnité pour les meuniers.

Mais il n'en est rien.

M. Peytral me disait tout à l'heure qu'à Marseille le pain se vend 50 centimes...

M. Peytral, président de la commission des finances. Parfaitement.

M. le rapporteur général. ... et non pas 45 centimes, prix correspondant à des cours de 33 fr. pour les farines et, corrélativement de 36 fr. pour le blé.

Dans mon département, dans la partie de l'arrondissement de Pontoise qui ne dépend pas du camp retranché de Paris, jusqu'à hier, les meuniers vendaient leur farine 75 fr.

M. le rapporteur général. Je pose le problème loyalement devant le Sénat.

Ce qui importerait, ce serait de savoir si les meuniers là où ils ont été obligés d'acheter le blé 38 fr., ont été empêchés de vendre la farine à un taux correspondant.

Vous voudriez que nous mettions dans la loi que le comité consultatif aura mission de donner des indemnités après avoir examiné chaque cas particulier ? Ce n'est pas là le rôle d'un comité. (Très bien ! très bien !)

S'il y a des intérêts lésés, les minotiers ayant subi un préjudice iront, comme tout citoyen lésé, devant les tribunaux.

Votre commission des finances ne dénie nullement ce droit de recours aux intéressés. Ce droit ne s'exercera, d'ailleurs, que dans un très petit nombre de cas. Le seul argument que ceux qui en appelleront à la justice pourront faire valoir sera le suivant : ils diront : « Vous avez donné à mon confrère du blé à 32 fr. J'avais acheté mon blé à 38 fr. Vous m'avez mis dans un cas d'infériorité commerciale vis-à-vis de mon confrère. »

Voilà comment se pose la question. Mais M. le ministre du commerce a lu tout à l'heure une lettre intéressante. Tous les minotiers sans exception ont pu avoir du blé à 32 fr. Il n'y a pas eu de privilèges.

Dans ces conditions, il ne peut y avoir que des cas d'espèces, dont les tribunaux pourront apprécier l'importance. Mais, inscrire dans la loi un crédit quelconque, où le principe même d'un crédit qui serait distribué au gré de commissions de ravitaillement ou de préfets, c'est contraire à tous les précédents. Aussi la commission des finances ne croit pas pouvoir conseiller au Gouvernement d'entrer dans cette voie. (Très bien ! très bien !)

Remarquez ce que disait le Gouvernement dans ses instructions aux préfets. Il invitait ces fonctionnaires à entrer en rapports avec les meuniers, à s'assurer par eux-mêmes de l'importance du stock que ceux-ci possédaient, des conditions dans lesquelles ils avaient opéré leurs achats, par conséquent à faciliter l'écoulement de leur stock à des

prix convenables en rapport avec leur prix d'achat, dans chaque cas particulier.

M. le ministre du commerce. A l'amiable !

M. le rapporteur. Je crois que ces instructions ont été données et suivies...

M. le ministre du commerce. Elles ont été exécutées.

M. le rapporteur. Mettre dans la loi le principe de l'indemnité obligatoire me paraît contraire, je le répète, à tout précédent. Voilà pourquoi je demande au Sénat de vouloir bien adopter le projet de loi tel que votre commission des finances, après un long examen, qui a paru même peut-être trop long à certains d'entre vous, mais qui était nécessaire pour le mettre au point, le présente à votre vote. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Pendant la durée de la guerre, il peut être pourvu par voie de réquisition de blé et de farine à l'approvisionnement de la population civile.

« Le droit de réquisition est exercé, dans chaque département, par les préfets ou par leurs délégués, sous l'autorité du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et dans les conditions prévues par la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires. »

M. Fabien Cesbron. Je demande la parole, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Fabien Cesbron.

M. Fabien Cesbron. Je vois au second paragraphe de l'article 1^{er} que le droit de réquisition, qui sera exercé par le préfet, le sera dans les conditions prévues par la loi du 3 juillet 1877, relative aux réquisitions militaires.

Je voudrais demander à la commission quelle serait la juridiction compétente au cas où il s'élèverait des difficultés sur la fixation du prix de réquisition.

M. le ministre du commerce. Ce serait le juge de paix.

M. Fabien Cesbron. Ce ne serait pas le conseil de préfecture, bien que ce soit le préfet qui exerce la réquisition ?

M. le ministre du commerce. Non.

M. Fabien Cesbron. Alors j'ai pleine satisfaction.

M. le rapporteur général. C'est l'application de la loi du 3 juillet 1877.

M. Fabien Cesbron. C'est précisément parce que la loi de 1877 a prévu la compétence des tribunaux ordinaires que je voulais attirer l'attention sur ce point.

M. le président. Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé d'effectuer des achats de blés et farines à l'intérieur, aux colonies ou à l'étranger, de faire procéder, s'il y a lieu, aux réquisitions et de répartir les denrées, suivant les nécessités de la consommation, par voie de cessions. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Les opérations de recettes et de dépenses effectuées en conformité de l'article précédent sont constatées à un compte spécial intitulé : « Alimentation en blé et en farine de la population civile. » Il en est justifié à la cour des comptes par un agent comptable, responsable des dites opérations.

« Sont portés au crédit de ce compte les crédits budgétaires ouverts au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, à titre de fonds de roulement, pour les acquisitions de blé et de farine ainsi que le produit des cessions. Sont inscrits au débit le montant des achats amiables ou par réquisition et les frais accessoires de transport, chargement, déchargement, réception, manutention, magasinage, conservation et répartition des denrées.

« Une situation du compte est établie à la fin de chaque trimestre et communiquée au ministre des finances. Elle fait ressortir les bénéfices ou pertes résultant des opérations. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les dispositions législatives et réglementaires concernant le contrôle des dépenses engagées sont applicables aux dépenses à porter au compte spécial. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les acquisitions visées à l'article 2 peuvent être effectuées sans marché ni adjudication, quel qu'en soit le montant. « Un comité consultatif donne son avis sur la fixation des prix d'achat et de cession et sur les conditions générales des marchés. »

A la suite de cet article, M. Lebert propose les dispositions additionnelles suivantes :

« Les minotiers chez lesquels il aura été procédé à une réquisition de blé, en vertu de la circulaire du 6 mai 1915, pourront faire la preuve des marchés nécessaires pour une durée de deux mois à l'approvisionnement de leur industrie antérieure à la date de cette circulaire.

« Dans tous les cas où cette preuve sera rapportée, le comité consultatif fixera l'indemnité due au prestataire conformément à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1877.

« A défaut d'accords intervenus entre le préfet et les syndicats régionaux ou départementaux de la meunerie sur le prix de la farine, le comité consultatif établira le prix de la farine en prenant comme base, pour la durée d'écoulement des stocks d'approvisionnement qui en ont fait l'objet, les marchés visés au paragraphe précédent, et en tenant compte de l'écart fixé par la circulaire du ministre de la guerre en date du 6 octobre 1914. »

Avant de soumettre ces dispositions additionnelles à la prise en considération, je mets aux voix le texte de la commission. (Ce texte est adopté.)

La parole est à M. Lebert sur son amendement.

M. André Lebert. Je ne voudrais pas abuser des instants du Sénat. Je sais qu'il est très difficile de défendre une disposition additionnelle ou un amendement quand, on n'a pas l'agrément du ministre compétent ni celui de la commission des finances, quoique cependant il ne soit pas sans exemple que le Sénat se soit montré d'un avis différent de celui du ministre et de la commission. (*Sourires.*)

C'est, messieurs, le principe de cette indemnité que je m'étais efforcé de poser aussi brièvement et aussi clairement que possible dans les paragraphes additionnels dont M. le président, tout à l'heure, a bien voulu donner lecture. Je vais les rappeler, moi aussi, mais il est un point sur lequel je vous demande instamment de revenir.

J'ai eu l'assentiment de l'honorable M. Delahaye et je m'en estime très heureux, mais je voudrais bien emporter aussi celui de

mon ami M. Herriot. Voici pourquoi. Lui-même, en effet, a dit tout à l'heure des choses que j'aurais pu dire, et que, dans tous les cas, je pensais en même temps que lui, à savoir que si le principe de l'indemnité — M. Herriot est d'esprit trop droit et trop équitable pour ne pas y souscrire — devait être par vous accueilli, il avait une contre-partie : le mot, ici, n'a rien de professionnel. Cette contre-partie, c'est qu'à côté des industriels légaux et honnêtes que sont les meuniers, auxquels une indemnité peut être due, et auxquels l'honorable M. Aimond lui-même réserve encore quelque bienveillance (*Sourires*), il peut exister des spéculateurs éhontés.

Voilà la contre-partie justement envisagée par M. Herriot et à laquelle je m'associe pleinement.

Contre ces spéculateurs dont, au début de mes observations, je disais qu'ils ne seraient jamais recherchés avec trop de soin, ni châtiés avec trop de sévérité, il me paraît absolument normal que cette contre-partie fonctionne. Il faut que les sanctions même renforcées de la loi puissent les atteindre.

Avec M. Herriot, je suis tout à fait d'accord. Revenons au principe de l'indemnité posé par l'amendement.

Il est tellement juste, que l'honorable rapporteur de la commission des finances ne peut pas ne pas l'admettre et que M. le ministre lui-même me disait tout à l'heure : « Précisez, faites-moi connaître le nom des minotiers qui ont acheté loyalement sur ma suggestion, et qui, ayant en mer des marchés à livrer les 6 et 7 mai, ont vu leurs cargaisons réquisitionnées, à l'arrivée, à 32 fr.; faites-les connaître et je m'arrangerai de façon qu'ils ne subissent aucun préjudice. » Puisque notre accord est à ce point complet, efforçons-nous de le faire passer dans la pratique et, si vous y consentez, messieurs, dans la loi.

Je propose, tant à M. le ministre qu'à la commission des finances et à l'honorable M. Herriot lui-même, un moyen de combler, loyalement et équitablement, un préjudice dont la pensée leur répugne : il s'agit de ne pas obliger les intéressés à recourir à la justice.

Je ne vous demande pas autre chose, messieurs. Le principe d'indemnité une fois posé, les spéculateurs, une fois de plus condamnés moralement et effectivement, appliquons-nous à régler pour le passé la situation qu'ont créée à des industriels honorables des pratiques d'ailleurs illégales, et en fait bien injustes.

Il existe dans la loi dont vous soumettez le texte au Sénat, un organisme nouveau qui s'appelle le comité consultatif. On est resté sobre de détails sur la composition de ce comité.

Nous savons qu'il s'agit d'une autorité supérieure, qui aura pour mission de passer les marchés amiables, d'éviter les réquisitions dont on ne veut point entendre parler pour l'avenir, ni au banc ministériel ni au banc de la commission.

M. le rapporteur général. Ce n'est qu'un comité consultatif.

M. André Lebert. Je lis, à l'article 5 : « Les acquisitions visées à l'article 2 peuvent être effectuées sans marché ni adjudication, quel qu'en soit le montant.

« Un comité consultatif donne son avis sur la fixation des prix d'achat et de cession et sur les conditions générales des marchés. »

M. le rapporteur général. Il donne son avis.

M. André Lebert. Si l'avis du comité consultatif ne devait jamais être écouté, le comité serait inutile.

M. le président de la commission des

finances. Entre « jamais » et « toujours » il y a une nuance.

M. André Lebert. Cet avis ne fera pas loi, je le veux bien, mais il créera une obligation à laquelle il faudra se soumettre.

Je dis donc que cet organe est tout à fait intéressant. Je souscris pleinement à la création de ce comité consultatif et j'envie le voir fonctionner pour le bien de tous, en permettant, par ses avis, que soient traitées sans marchés ni adjudications toutes ces acquisitions visées à l'article 2.

Alors j'avais pensé, mais j'avais eu tort, messieurs, et notre collègue M. Jeanneney me l'a démontré, j'avais pensé : « Puisqu'on crée un comité consultatif pour procéder à la passation des acquisitions amiables prévues par la loi, il n'y a aucune raison pour qu'on ne délègue à ce même comité toutes les revendications du passé dont vous admettez le principe et qui, devant lui, seraient amiablement discutées, sans frais et avec une rapidité supérieure aux choses de justice; et ici je ne veux méconnaître personne, surtout pas nos juges... »

M. Dominique Delahaye. Très bien ! très bien !

M. André Lebert. Je me disais : « Ce comité consultatif se fera présenter les livres de commerce; il appréciera et la nature et l'importance et la date certaine de ces marchés à livrer. Au prix d'achat, il aura à ajouter les frais de transport, d'assurance, de fret. Il aura ainsi en sa possession deux éléments : la certitude du marché à une date précise, vérifiée, le prix réel du blé qui en a fait l'objet et par ailleurs l'ordre de réquisition et le reçu de la prestation fournie. Il pourra, en toute connaissance, formuler un avis et évaluer le montant du préjudice réellement subi par le minotier. »

Mais M. Jeanneney m'a dit, à l'instant : « Vous vous plaignez de ce que la loi de 1877 a été violée par les préfets, et de ce que, dans son esprit, l'article 2 ait été méconnu vous avez parfaitement raison : prenez garde de ne pas respecter davantage ces textes, si vous confiez à un comité consultatif qu'ils n'ont pas prévu une besogne qu'ils impartissent à des commissions d'évaluation. »

J'ai trouvé l'objection tellement forte, que je consens à rayer de mon amendement les mots « comité consultatif » pour les remplacer tout de suite par ceux de « commission d'évaluation ».

Ce qui me préoccupe, c'est moins l'organe d'arbitrage que l'arbitrage nécessaire des réquisitions opérées dans le passé et le principe d'indemnité équitable qui doit s'en suivre. C'est l'avis même, au fond, de tous ceux qui me refusent l'honneur de leur acquiescement.

C'est donc fait, messieurs, et nous allons tout de suite, si vous le voulez, remplacer les mots « comité consultatif » par ceux-ci : « commission d'évaluation »; nous restons ainsi dans les termes de la loi de 1877.

Je vous demande, messieurs, d'ajouter à l'article 5, un premier paragraphe ainsi conçu : « Les minotiers chez lesquels il aura été procédé à une réquisition de blé en vertu de la circulaire ministérielle du 6 mai 1915... »

Au banc du Gouvernement, on persiste à prétendre qu'il n'a été procédé à aucune réquisition chez les meuniers. Mais, subsidiairement, on veut bien admettre qu'il a pu en être opéré quelques-unes et, dans ce cas, l'on se réserve de payer des indemnités à ceux qui auront subi un préjudice. Dans le cas où il n'y aura pas eu réquisition, mon amendement restera sans effet, puisqu'il ne doit jouer qu'en cas de réquisition constatée.

Les minotiers chez qui une réquisition

a été opérée et qui ont fait des marchés pour une durée de deux mois ne sont pas des spéculateurs : ce sont des gens prévoyants qui ont assuré l'approvisionnement de leurs moulins. Il ne faut pas confondre le commerce avec la spéculation, moins encore la meunerie, qui est une industrie, avec le commerce. Qui donc peut reprocher au meunier de bien acheter, c'est-à-dire d'user de prévoyance et de s'assurer, à des cours dont il prévoit l'ascension plus ou moins rapide, l'approvisionnement dont il aura besoin ?

Le commerce achète pour revendre plus cher qu'il n'a acheté. Ceci n'est pas la même chose. Il est, par définition, beaucoup plus près de la spéculation...

M. le président de la commission des finances. La spéculation est une opération de commerce. C'est l'accaparement que vous visez ; c'est tout à fait différent.

M. André Lebert. Je me suis donc bien mal expliqué pour que vous supposiez que j'admets l'accaparement. Nous n'irons jamais trop loin contre l'accaparement et contre le trust ; mais nous sommes en présence d'un meunier qui est obligé de s'approvisionner pour son industrie, pour le bien-aller de son moulin. Il lui faut pour cela quinze jours, un mois, quelquefois davantage. Eh bien, cet homme qui n'a pas acheté pour revendre, ce qui est le principe de l'acte de commerce, qui n'a acheté que pour sa consommation, il peut avoir, par la force des circonstances, acheté à des prix beaucoup trop élevés, justifiés et nécessités par les circonstances. Si vous réquisitionnez à 32 fr. du blé acheté 37 ou 38 fr., vous allez causer du préjudice non pas à un spéculateur ou à un accapareur, mais à un industriel comme un autre qui a acheté de la matière première dont il avait besoin pour son industrie. Pour celui qui, sans spéculer, sans accaparer, a acheté des approvisionnements pour cinq semaines ou pour un mois, admettez, si vous le voulez, une durée normale d'approvisionnement moindre des deux mois que je propose.

A celui-là vous direz : Puisque l'on a réquisitionné, chez vous une matière première nécessaire à la marche de votre industrie et que vous avez payé plus cher que le prix de réquisition, vous serez indemnisé de la différence. Dans tous les cas où la preuve de ce marché antérieur sera apportée, la commission d'évaluation fixera l'indemnité due au prestataire, conformément à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1877. Cette indemnité sera la valeur représentative de l'objet requis, sans préoccupation de la main qui le détient. C'est l'esprit de la loi.

Quelle est cette valeur représentative ? Elle est la valeur exacte, la valeur marchande, sans aucune possibilité de lucre ou de bénéfice. Le bénéfice n'apparaît pas dans l'application de la loi de 1877 ; il ne doit pas apparaître ; mais la valeur représentative exacte doit être reconnue par le juge, et c'est elle qui doit être remboursée sous forme d'indemnité au prestataire, contre la propriété duquel un droit exorbitant, celui de la réquisition, s'est exercé.

M. Herriot. Permettez-moi de vous faire remarquer que, comme l'a dit M. le ministre du commerce à la Chambre, c'est le 6 mai que les préfets ont été prévenus qu'il allait être procédé, si c'était nécessaire, à des réquisitions. C'est le 6 mai, par conséquent, que les minotiers ont été avisés des décisions du Gouvernement.

M. André Lebert. Entre le 6 et le 8 mai.

M. Herriot. Entre le 6 mai et le jour où la fixation du prix du blé a été faite, les minotiers qui avaient un stock normal ont

eu tout le temps de l'écouler. M. le ministre du commerce l'a fait observer à la Chambre et son observation est pleine de bon sens.

Alors, que faut-il penser de ceux qui avaient un stock supérieur aux quantités qu'on a payées dans ce délai ? Car il y a ce fait remarquable, qu'avant la fixation du prix à 32 fr., on ne trouvait pas de blé, et qu'après cette fixation, on en trouvait partout.

J'estime donc, je le répète, que le délai qu'ont eu les meuniers a été tout à fait suffisant pour leur permettre, avant la fixation nouvelle, l'écoulement de leurs stocks normaux.

M. Dominique Delahaye. Les chiffres et les faits prouvent le contraire.

M. André Lebert. Vous faites abstraction pure et simple des marchés à livrer qui étaient alors en mer et vous admettez bien qu'il fallait huit à quinze jours aux bâtiments pour arriver au Havre ou à Saint-Nazaire, et que leurs stocks ne pouvaient être écoulés dans le délai de six jours dont vous parlez.

S'il ne s'agissait que des quantités de blé existant en France au moment de la réquisition, je serais d'accord avec vous, mais je puis citer un bateau portant, pour le compte de trois minotiers, 10,000, 15,000 et 20,000 tonnes de blé, et qui, à la date des 7 et 8 mai, était encore à une distance considérable de nos côtes.

Il est arrivé un certain jour, ce bateau ; on a débarqué à quai les blés qu'il contenait. Imaginez que ces blés avaient été payés comptant, avant le départ d'Amérique, que le fret avait été acquitté dans les mêmes conditions, et songez qu'il est presque de notoriété publique que le Gouvernement, lui-même a payé le quintal de blé 40 fr. au mois d'août.

Vous admettez bien qu'en février ou mars les minotiers ont pu payer 38 fr. les blés de même provenance, en tout cas, aussi cher que l'Etat français. Cette cargaison, quand elle est arrivée au port, il a fallu la vendre, l'utiliser, et c'est pour les minotiers placés, sans l'avoir cherché, dans cette situation préjudiciable que je vous demande un mouvement d'équité.

Que le stock qui était en France au moment où la réquisition a été décidée échappe au principe d'indemnité, je le veux bien encore ; cette restriction est suffisante pour atteindre la spéculation et je désire, aussi passionnément que vous, y parvenir. Réprimons la fraude, la spéculation, soit ; mais ce que je vous demande, messieurs, n'est pas de nature à vous détourner de cette voie. Ce que je vous demande, c'est que les meuniers dont les approvisionnements nécessaires ont été importés d'Amérique pour les besoins de leur industrie ne soient pas lésés par des mesures qui ne doivent atteindre que les spéculateurs.

Ils ont payé cher, payé d'avance, supporté l'énorme coût des risques de mer et d'un fret très alourdi ; ne leur faites pas supporter un préjudice qui a toutes les allures de la spoliation.

Nous avons rayé « comités consultatifs », sur les observations très justes de M. Jeanneney ; c'est la commission d'évaluation qui fonctionnera. Il me semble que, sur le principe, nous pouvons tomber d'accord.

Dans le second paragraphe de l'amendement que vous avez sous les yeux, messieurs, je vise le second fait générateur d'un préjudice, imposé, sans plus d'équité que le premier, à la meunerie.

C'est la fixation par arrêté préfectoral du prix de la farine, quand le blé qui la produit a été acheté à un cours supérieur à 32 francs.

Vous le voyez, mon cher col-

lègue, monsieur Herriot, de soulever pour vous, et pour tout le monde ici un coin de ce voile mystérieux auquel tout à l'heure vous faisiez allusion ?

C'est M. le ministre de la guerre qui s'en est chargé. Le document officiel ne peut être récusé.

Le 6 octobre 1914, il a fait passer une circulaire — à cette époque elle était peut-être confidentielle — où il est dit :

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Commission centrale des réquisitions.

Prix de base de la farine établi suivant cours du blé par circulaire ministérielle en date du 6 octobre 1914 :

Le blé étant à 23 fr. mettrait la farine à 40 fr.

Le blé étant à 27 fr. 50 mettrait la farine à 39 fr. 50.

Le blé étant à 27 fr. mettrait la farine à 38 fr. 85.

Le blé étant à 26 fr. 50 mettrait la farine à 38 fr. 20.

Le blé étant à 26 fr. mettrait la farine à 37 fr. 57.

Le blé étant à 25 fr. 50 mettrait la farine à 36 fr. 94.

Le blé étant à 25 fr. mettrait la farine à 36 fr. 30.

Le blé étant à 24 fr. mettrait la farine à 35 fr. 30.

Pourquoi ? Parce qu'il est admis généralement que l'industrialisation du blé, c'est-à-dire sa transformation en farine, comporte un certain coût, une certaine main-d'œuvre, et, par conséquent, certaine rémunération. Il est admis et il paraît équitable que le taux de la rémunération de main-d'œuvre et d'industrialisation de la matière première soit de 12 francs par quintal. Quand vous payez le blé 26 fr. 50 le quintal, la farine apparaît à 33 fr. 50. (*Interruptions diverses.*)

C'est la théorie de M. le ministre de la guerre que je vous apporte, ce n'est pas la mienne ; je déclare n'en pas avoir sur la question.

M. Herriot. Et le produit de la vente des issues ?

M. André Lebert. Quant nous examinerons la façon dont on a pu utiliser les issues au ministère de la guerre, en août dernier, nous verrons s'il n'eût pas été possible de faire autrement.

La question n'est pas là, la question est que le taux d'industrialisation de la matière première est communément fixé à 12 fr. Si vous payez le blé 32 fr., la farine doit valoir 12 fr. de plus, c'est évident. Et alors, je vous dis ceci : si vous admettez que des blés, hors de toute espèce de spéculation, ont été payés 37 fr. 50, il faut admettre que le taux correspondant de la farine a été de 47 fr. 50 : il n'est pas possible de faire autrement. Or, comme je suis tout à fait d'accord avec vous pour que le prix du pain ne dépasse jamais 45 centimes et soit, s'il est possible, ramené à 30 et 32 centimes, comme dans l'heureuse ville de Marseille...

M. le président de la commission des finances. Comment ! le pain est à 50 centimes en ce moment.

M. Herriot. Et chez nous à 48 centimes.

M. André Lebert. Comme vous, je suis désireux que le prix du pain ne s'élève pas et qu'il s'abaisse même à 45 centimes.

Vous apercevez que si la farine doit être, eu égard au taux d'acquisition du blé, vendue, par exemple, 49 fr. 50, elle devra être ramenée au taux normal qui permet d'avoir

Je pain à 45 centimes. La différence doit tout naturellement aller au minotier qui a payé son blé plus cher et que vous obligez à ne pas vendre sa farine en proportion du coût d'industrialisation de sa matière première.

Voilà pourquoi je dis dans le second paragraphe :

« A défaut d'accords intervenus entre le préfet et les syndicats régionaux et départementaux de la meunerie, sur le prix de la farine... ». Ici un temps d'arrêt.

A M. le ministre qui me disait : « Pourquoi ne m'avez-vous pas signalé les cas spéciaux dans votre département ? » je répondais : « parce que, dans mon département sont intervenus ces accords auxquels a présidé le préfet et que se sont établis ces cours de compensation qui ne permettent pas aux meuniers de ne pas subir une trop lourde perte. Ils ont ainsi pu ramener leur prix d'achat de blé de 37 fr. à un cours moins élevé et vendre la farine au taux très justement exigé par le préfet.

Mais ces tractations ne se sont pas produites partout aussi heureusement. Les préfets ont fait ce qu'ils ont pu. Il y a des départements où leurs pourparlers avec la meunerie ont réussi ; il en est où ils ont échoué.

M. Dominique Delahaye. Témoins le Maine-et-Loire et la Sarthe.

M. André Lebert. Partout où les efforts du préfet n'auront pas pu aboutir à un cours de compensation, il faut tâcher de combler le déficit pour les minotiers. Voilà pourquoi j'ajoute dans mon amendement : « A défaut d'accords intervenus entre le préfet et les syndicats régionaux ou départementaux de la meunerie sur le prix de la farine, la commission d'évaluation établira le prix de la farine en prenant comme base pour la durée d'écoulement des stocks d'approvisionnement qui en ont fait l'objet les marchés visés au paragraphe précédent, et en tenant compte de l'écart fixé par la circulaire du ministre de la guerre en date du 6 octobre 1914. »

Je me réfère donc à des usages courants et à un document officiel.

Messieurs, s'il ne vous plaît pas de mettre ces principes d'équité dans la loi, vous le direz clairement en votant contre mes amendements. J'aurai le double regret de voir qu'ils n'ont pu réussir à vous satisfaire et de constater que, les repoussant, vous condamnez aussi M. le ministre et M. le rapporteur, en ce qu'ils ont admis, beaucoup trop platoniquement à mon gré, que, hors la spéculation que nous condamnons ensemble, la réquisition a pu causer aux minotiers un préjudice injustifié. M. le ministre s'est même déclaré prêt à le réparer si des cas d'espèce le font apparaître à ses yeux. Je regrette qu'il ne consente pas à y parvenir par l'acceptation d'un amendement qui lui en aurait légalement fourni les moyens. Aussi, d'accord avec M. le rapporteur, renvoie-t-il les parties lésées devant les tribunaux. Il le faudra bien, messieurs, si vous rejetez les textes que j'ai l'honneur de vous proposer ; mais dans quelles conditions ira-t-on devant les tribunaux ? Si nous avons tant de hâte de rentrer dans la légalité, c'est qu'en matière de ravitaillement civil et avant le vote de la loi, les violations de la loi de 1877 ont été nombreuses, formelles, flagrantes. Y a-t-il tant d'intérêt à le faire constater contre ceux qui ont ordonné ou exécuté les mesures antérieurement prises ?

C'est encore un des motifs pour lesquels, jusqu'à ce que le Sénat nous départage, je reste, très à regret, en désaccord avec M. le ministre du commerce.

Veillez auparavant vous souvenir, messieurs, que M. le ministre et M. Aimond se déclarent disposés à accorder des indem-

nités et qu'en votant mon amendement, vous ne feriez que sanctionner dans la loi un principe dont ils ne peuvent méconnaître l'importance. (*Très bien ! très bien !*)

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances.

M. le rapporteur général. Messieurs, l'amendement que notre collègue M. Lebert vient de défendre avec tant d'éloquence devant vous, a déjà été modifié par lui au cours de la séance, après une conversation avec les membres de la commission des finances.

Il a reconnu qu'on ne pouvait faire jouer à un comité consultatif le rôle d'un tribunal et il modifie sa proposition en remplaçant les mots « comité consultatif » par les mots « commission d'évaluation ».

Alors il rentre dans la loi du 3 juillet 1877.

M. André Lebert. D'où vous avez eu tort de sortir.

M. le rapporteur général. L'article 1^{er}, que vous avez voté, dit :

« Le droit de réquisition est exercé, dans chaque département, par les préfets ou par leurs délégués, sous l'autorité du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et dans les conditions prévues par la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires. »

M. André Lebert. J'entends bien ; je vous répondrai. Votre texte ne vise que l'avenir ; or ce qui me préoccupe, c'est le passé.

M. le rapporteur général. Alors, nous ne sommes plus d'accord.

Je vous ai dit : Apportez-moi la preuve que, dans le passé, on a fait jouer une loi qui n'était pas encore votée par le Parlement, une loi qui n'existait pas. Il est clair qu'il y aurait là un abus de pouvoir, et que n'importe quel tribunal de France donnerait une indemnité à la victime de cet abus de pouvoir.

Nous vous avons demandé : Y a-t-il un seul cas où un préfet ait remis un bon de réquisition pour du blé ou de la farine ?

Vous n'avez pu répondre.

M. André Lebert. J'ai répondu.

M. le rapporteur général. Vous n'avez pas répondu, et dans le mémoire que j'ai reçu des meuniers ils n'affirment rien de tel. Il n'y a pas une ligne dans ce numéro où l'on expose que le droit de réquisition ait été exercé avant la lettre. Que disent les meuniers dans leur mémoire, entre autre choses ?... Le Gouvernement en achetant du blé 32 fr. avant le vote de la loi, et en donnant du blé à 32 fr. à certains de nos collègues meuniers, a mis ceux qui l'avaient payé 38 fr. dans une situation commerciale défavorable, et ceux-ci demandent réparation du préjudice commercial causé par ce fait.

Ce à quoi nous répondons : le blé à 32 fr. a été donné à tout le monde....

M. le ministre. Parfaitement.

M. le rapporteur général. ...et M. Lebert vient de dire que, dans son propre département, le préfet a donné du blé à 32 fr. à des meuniers qui avaient des approvisionnements.

M. Lebert a lui-même fait la réponse à la question et, puisque dans sa pensée, il ne s'agit que du passé, la question est réglée.

Pour l'avenir, le titre V de la loi du 3 juillet 1877 a organisé toute la procédure. L'article 25 dit :

« Le maire de chacune des communes où il a été exercé des réquisitions adresse dans

le plus bref délai, à la commission, avec une copie de l'ordre de réquisition, un état nominatif contenant l'indication de toutes les personnes qui ont fourni des prestations avec la mention des quantités livrées, des prix réclamés pour chacune d'elles et de la date des réquisitions. »

« L'autorité militaire fixe, sur la proposition de la commission, l'indemnité qui est allouée à chacun des intéressés. »

L'article 26 donne le délai pour la transaction, s'il doit y en avoir une. Puis il spécifie que « en cas de non conciliation, il (le juge de paix) peut prononcer immédiatement ou ajourner les parties pour être jugées dans le plus bref délai. Il statue en dernier ressort jusqu'à une valeur de deux cents francs inclusivement et en premier ressort jusqu'à quinze cents francs inclusivement. Au-dessus de ce chiffre l'affaire sera portée devant le tribunal de première instance. »

Pourquoi voulez-vous instituer pour les minotiers un tribunal spécial ? Pourquoi voulez-vous donner aux commissions de réquisition un droit qu'elles n'ont pas quand il s'agit de réquisitions militaires ? On a réquisitionné dans tout le pays des automobiles, des chevaux, du bétail, des instruments de toute nature. Est-ce que tous ceux qui ont été réquisitionnés sont rentrés dans leur argent ? Est-ce qu'il n'y a pas des propriétaires, des cultivateurs qui ont souffert de la réquisition ?

M. Perreau. Et beaucoup souffert.

M. le rapporteur général. Peut-on dire que l'allocation versée a toujours été adéquate à la valeur d'acquisition de l'objet ? Pourquoi faire exception pour les meuniers ? On parle de droit commun ; le droit commun pour tout le monde c'est la réquisition. Dans ces conditions nous demandons au Sénat de pas prendre en considération l'amendement de M. Lebert. (*Très bien ! très bien !*)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la prise en considération de la disposition additionnelle de M. Lebert.

(La disposition additionnelle n'est pas prise en considération.)

M. le président. L'article 5 demeure adopté.

« Art. 6. — Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1915, en addition aux crédits provisoires accordés par la loi du 26 décembre 1914 et par des lois spéciales, des crédits s'élevant à la somme de 120,054,000 fr., applicables aux chapitres ci-après :

« Chap. 46. — Service du ravitaillement pour l'alimentation de la population civile. — Personnel, 50,000 fr. — (Adopté.)

« Chap. 47. — Service du ravitaillement pour l'alimentation de la population civile. — Matériel, 4,000 fr. — (Adopté.)

« Chap. 48 bis (nouveau). — Fonds de roulement destiné aux acquisitions de blés et farines pour l'alimentation de la population civile, 120,000,000 fr. — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 6. (L'article 6 est adopté.)

M. le président. « Art. 7. — Le total des engagements de dépenses pour les achats de blé et de farine à l'étranger, y compris les frais accessoires, ne pourra excéder 150 millions de francs. »

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Monsieur le ministre du commerce entend bien proposer, devant la Chambre des députés, le chiffre de 200 millions ?

M. le ministre. Je ferai le nécessaire à la Chambre.

M. le rapporteur général. Les engagements de dépense, en effet, s'élèvent à l'heure actuelle à cette somme. Nous l'aurions inscrite si nous n'avions pas craint par un excès de scrupule d'entrer en discussion avec la Chambre. (*Assentiment.*)

M. le ministre. Je vous assure que je compte saisir la Chambre de la question.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation?...
Je mets aux voix l'article 7.
(L'article 7 est adopté.)

M. le président. « Art. 8. — Pendant la durée de la guerre, des décrets rendus sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, après avis du ministre de l'agriculture, peuvent fixer le prix des farines selon leur taux d'extraction. Des décrets rendus dans la même forme peuvent déléguer ce pouvoir aux préfets. »

A cet article, M. Jeanneney propose une disposition additionnelle ainsi conçue :

« En cas d'infraction à la taxe ainsi établie, le tribunal pourra, en sus des peines inscrites aux articles 471 et 474 du code pénal, ordonner que son jugement sera, intégralement ou par extrait, affiché dans les lieux qu'il fixera et inséré dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné. »

La commission déclare-t-elle qu'elle a examiné cet amendement ?

M. le rapporteur. Parfaitement, monsieur le président, elle l'accepte même.

M. Jeanneney. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jeanneney.

M. Jeanneney. Messieurs, l'article 8 crée, au profit du ministre du commerce, et éventuellement des préfets, le droit de taxer les farines, mais aucune sanction n'est prévue expressément dans la loi en cas d'infraction à cette taxe.

Je pense qu'il conviendrait de prévoir que cette infraction sera passible des peines portées aux articles 471 et 474, c'est-à-dire des peines de 4 à 5 fr. d'amende et, en cas de récidive, de l'emprisonnement. Comme cette matière est pleine de controverses, je crois qu'il n'y aurait qu'avantage à insérer des précisions dans la loi.

D'autre part, messieurs, vous apercevrez que les infractions à la taxe de la farine seront ainsi punies de peines identiques à celles qui frappent les infractions à la taxe du pain : or, il n'y a pas identité au point de vue de l'importance du commerce et du chiffre des bénéfices à réaliser entre le commerce des boulangers et celui des minotiers.

Il semble donc équitable de différencier les peines.

On pouvait encore faire de l'inobservation de la taxe un délit et conduire le minotier devant le tribunal correctionnel. Je pense que cette rigueur n'est pas nécessaire et qu'il convient de s'en tenir à la convention et d'estimer que la meilleure sanction à donner est celle de la réprobation de l'opinion publique. Voilà pourquoi nous proposons une sanction que, en d'autres matières, le législateur a souvent inscrite dans la loi, notamment en matière de fraudes : je veux dire la simple faculté, pour le tribunal, de prescrire l'affichage de son jugement en des lieux déterminés et, au besoin, son insertion dans les journaux qu'il désignera.

Telle est, messieurs, l'économie de cette disposition additionnelle que je propose et

qui est acceptée tout à la fois par le Gouvernement et par la commission. (Je m'en tiens à ces courtes explications. (*Très bien ! très bien !*))

M. le ministre. La disposition additionnelle de M. Jeanneney précise les sanctions pénales et fortifie l'article du projet de loi : le Gouvernement y donne donc son adhésion.

M. le président. Avant de mettre aux voix l'article 8, je donne lecture de la nouvelle rédaction complète :

« Pendant la durée de la guerre, des décrets rendus sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, après avis du ministre de l'agriculture, peuvent fixer le prix des farines selon leur taux d'extraction. Des décrets rendus dans la même forme peuvent déléguer ce pouvoir aux préfets. »

« En cas d'infraction à la taxe ainsi établie, le tribunal pourra, en sus des peines inscrites aux articles 471 et 474 du code pénal, ordonner que son jugement sera intégralement ou par extrait, affiché dans les lieux qu'il fixera, et inséré dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné. »

(L'article 8, ainsi rédigé, est adopté.)

M. le président. « Art. 9. — Un décret contresigné par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et par le ministre des finances déterminera les conditions d'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne les personnes auxquelles le droit de réquisition pourra être délégué, les formes de cette délégation, la composition du comité consultatif prévu à l'article 5 et le fonctionnement des opérations du ravitaillement. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il y a lieu à scrutin public.

Il va y être procédé.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	260
Majorité absolue.....	131
Pour.....	260

Le Sénat a adopté.

M. le président. A la suite du vote que le Sénat vient d'émettre, la commission demande que l'intitulé de la loi soit libellé comme suit : « Projet de loi portant ouverture au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires, pour procéder à des opérations d'achat et de vente de blé et de farine pour le ravitaillement de la population civile. »

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

10. — DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. La parole est à M. le vice-amiral de la Jaille.

M. le vice-amiral de la Jaille. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 31 décembre 1914 fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine de commerce rappelés au service de la flotte.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

Le Sénat entend-il continuer son ordre du jour ?

Voix nombreuses. Non ! Non !

11. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. La commission des finances demande que le Sénat se réunisse demain vendredi pour recevoir, s'il y a lieu, le dépôt du projet de loi relatif aux douzièmes provisoires.

M. Aimond, rapporteur général de la commission des finances. Je crois qu'on pourrait fixer, à cet effet, la séance à quatre heures. (*Adhésion.*)

Mon rapport sur les douzièmes est préparé et pourra être déposé aussitôt que le Gouvernement nous aura fait connaître le vote de la Chambre. Dans ces conditions, le président pourrait en ordonner la distribution à domicile, afin que nos collègues aient pu en prendre connaissance avant mardi, car il ne serait pas possible de le lire à la tribune. (*Très bien ! très bien !*)

M. Dominique Delahaye. Ne pourriez-vous lire votre rapport demain à la tribune, pour le discuter samedi ?

M. le rapporteur général. Ce serait beaucoup plus long ; d'ailleurs, un budget de 6 milliards mérite plus qu'une lecture de deux heures à la tribune. Je compte donc demander au Sénat de siéger mardi.

M. Dominique Delahaye. Je propose la fixation de la prochaine séance à samedi.

M. le président. Quoi qu'il en soit, messieurs, le Sénat ne pourra statuer utilement qu'après le dépôt du rapport. (*Assentiment.*)

Il sera donc appelé demain à se prononcer sur le jour de la séance qui suivra : soit mardi, comme le demande la commission des finances, soit tout autre jour. (*Très bien !*)

Donc, messieurs, demain, séance publique à quatre heures avec l'ordre du jour suivant :

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les articles 407 et 436 du code de commerce, en vue de les mettre en harmonie avec les principes contenus dans la convention signée à Bruxelles le 23 septembre 1910 et approuvée par la loi du 2 août 1912, relativement à la responsabilité en matière d'abordage ;

Suite de la discussion sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 5 avril 1910-27 février 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la régularisation : 1^o du décret du 11 novembre 1914, relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités des élections des membres des tribunaux de commerce de France ; 2^o du décret du 9 janvier 1915, relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités des élections des membres des tribunaux de commerce d'Algérie ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à approuver le décret du 22 août 1914, qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à suspendre les droits applicables aux denrées d'alimentation et de première nécessité à l'entrée et à la sortie de leurs colonies respectives ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, conférant la personnalité civile à l'école centrale des arts et manufactures.

Il n'y a pas d'opposition?...
L'ordre du jour est ainsi fixé.

13. — CONGÉS

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder les congés suivants :

A M. Philipot, un congé de trois semaines.

A M. Maurice Sarraut, une prolongation de congé d'un mois.

A M. Flaissières, un congé.

Il n'y a pas d'opposition?...

Les congés sont accordés.

Personne ne demande plus la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à six heures cinq minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,

ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 8) du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne seront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

399. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 18 juin 1915, par M. Bussière, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les jeunes gens de la classe 1916 convoqués avant 20 ans doivent être considérés comme étant à la charge du chef de famille, par analogie avec les hommes ayant contracté un engagement volontaire, qui sont considérés comme tels.

400. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 23 juin 1915, par M. Brager de la Ville-Moysan, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les officiers de complément de service dans la zone de l'intérieur pourront être décorés au cours de la campagne ou s'ils ne pourront l'être qu'à la fin de la guerre.

401. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 24 juin 1915, par M. Daniel, sénateur, demandant à M. le ministre du commerce si pour les litiges de locataires non mobilisés le décret du 13 février 1915 a modifié le décret du 27 octobre 1914, en ce qui concerne les pouvoirs du juge de paix, dont les sentences sont rendues en premier et dernier ressort.

402. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 24 juin 1915, par M. Herriot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre s'il ne serait pas possible de payer le demi-salaire du mari aux femmes d'employés et ouvriers de l'Etat disparus, quand elles n'ont ni délégation, ni avis officiel de décès ou de disparition sans ressource et sans allocation.

403. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 24 juin 1915, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pour quelle raison des hommes de la classe 1887 — que la loi du 21 mars 1905, art. 100, semble avoir dégagés de toute obligation militaire — sont sous les drapeaux et ne touchent pas une indemnité.

404. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 24 juin 1915, par M. Hayez, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les gendarmes des régions envahies — dont les familles ont dû quitter leur résidence — reçoivent une allocation identique à celle des réservistes de la gendarmerie qui ont une indemnité journalière de 1 fr. ou 1 fr. 30 (décret du 16 avril 1915).

405. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 24 juin 1915, par M. Charles-Dupuy, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi les postes d'officiers adjoints au colonel, officiers d'approvisionnement, porte-drapeaux, etc., sont exclusivement confiés, dans de nombreux régiments, à des officiers de l'active et jamais à des officiers de réserve; alors que les décisions du commandement ont pour but et tendent à assimiler active et réserve.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 349, posée, le 29 avril 1915, par M. Gomot, sénateur.

M. Gomot, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre s'il est exact que de jeunes engagés volontaires de la classe 1917 se destinant à Saint-Cyr n'aient pas été admis à prendre part au concours d'E. O. R. des 13 et 14 mars 1915, du fait qu'ils étaient sur le front et considérés par leur engagement comme faisant partie des classes 1914 ou 1915, ce qui paraît contraire aux règles admises dans tous les concours pour la limite d'âge.

2^e réponse.

Il a été admis, en règle générale, qu'aucun militaire de l'infanterie ne serait rappelé du front pour prendre part à un concours d'élèves-aspirants. Il n'y avait aucune raison pour établir une exception en faveur des jeunes gens de la classe 1917, se destinant à Saint-Cyr, et n'ayant pas, d'ailleurs, en raison de leur âge, pu se présenter effectivement à cette école.

D'autre part, il est exact que c'est la date de l'incorporation des candidats, et non leur âge, qui a été prise en considération pour donner accès aux concours d'élèves-aspirants institués depuis la mobilisation. La question de limite d'âge n'a d'ailleurs pas à être envisagée, puisqu'il a été décidé qu'aucun candidat ne pourrait prendre part à deux concours consécutifs.

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 353, posée, le 3 mai 1915, par M. Milan, sénateur.

M. Milan, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi les testaments trouvés sur les militaires tués à l'ennemi, ne mentionnant pas le nom du notaire chargé du règlement de la succession, sont remis par lui à un notaire de

Paris, au préjudice des intérêts des familles, contrairement à l'article 1007 du code civil et aux intentions présumées du testateur.

2^e réponse.

Les testaments olographes dont il s'agit sont présentés au président du tribunal de la Seine, parce qu'il serait pratiquement impossible au bureau de comptabilité et des renseignements, chargé de la liquidation des successions, de les présenter au président du tribunal de l'arrondissement dans lequel la succession est ouverte, c'est-à-dire celui du dernier domicile du défunt. D'ailleurs, ce dépôt à Paris ne peut porter préjudice aux familles, et il n'a été décidé que dans leur intérêt. Il ne saurait, d'autre part, modifier le lieu d'ouverture de la succession.

Réponse de M. le ministre de la justice à la question écrite n° 360, posée, le 11 mai 1915, par M. Peytral, sénateur

M. Peytral, sénateur, demande à M. le ministre de la justice si une association, avant acquis un petit immeuble pour y établir les bureaux servant à son fonctionnement, peut, sans contrevenir aux prescriptions de l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, louer à des tiers deux étages qui lui restent disponibles.

Réponse.

L'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ne permet aux associations déclarées de posséder d'autres immeubles que ceux strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elles se proposent.

Il appartient au ministère public et aux tribunaux chargés par l'article 17 de la même loi de faire respecter les prescriptions de l'article 6 d'apprécier en fait si la location consentie constitue ou non par son importance une infraction de nature à justifier l'introduction d'une instance en nullité de l'acte d'acquisition de l'immeuble.

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 370, posée, le 21 mai 1915, par M. Laurent Thierry, sénateur.

M. Laurent Thierry, sénateur, appelle l'attention de M. le ministre de la guerre sur l'envoi au front de certains territoriaux âgés, alors que d'autres appartenant à de plus jeunes classes n'y ont pas encore été appelés.

2^e réponse.

La situation signalée résulte de ce fait que les territoriaux et réservistes territoriaux entrant, en principe, dans la composition de formations de nature différente aux armées, leur départ en renfort s'effectue d'après les besoins des formations qu'ils alimentent. Dans chacune de ces catégories d'hommes de troupe, toutefois, les désignations pour l'armée sont faites en commençant par les classes les plus jeunes.

3^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 379, posée, le 31 mai 1915, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi l'autorité militaire n'organise pas de réquisitions de cidres en Normandie, étant donné l'excellence de cette boisson, l'économie qu'elle présente et l'abondance de la récolte.

1^{re} réponse.

Conformément aux dispositions du quatrième paragraphe de l'article 80 du règlement, le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat, qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à la question posée par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 379, posée, le 31 mai 1915, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi l'autorité militaire n'organise pas des régulations de cidres en Normandie, étant données l'excellence de cette boisson, l'économie qu'elle présente et l'abondance de la récolte.

2^e réponse.

Les difficultés de transport du cidre par suite de son faible degré alcoolique et du nombre important de futailles qui serait nécessaire, ne permettent pas d'envisager la consommation de cette boisson par les troupes de la zone des armées.

Le général commandant en chef fait connaître, d'ailleurs, que les ressources en futailles seront sensiblement diminuées pendant la saison chaude par suite de la nécessité de les réserver pour le transport de l'eau.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 380, posée le 3 juin 1915, par M. Le Breton, sénateur.

M. Le Breton, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si d'anciens militaires, exemptés en raison de leur âge et engagés dès le début de la guerre, ne pourraient obtenir une citation à l'ordre de leur formation pour les services qu'ils rendent dans certains postes.

Réponse.

Les militaires ne peuvent obtenir de citations que pour actions d'éclat, actes de courage devant l'ennemi ou services particulièrement distingués aux armées en campagne.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 382, posée, le 3 juin 1915, par M. Gomot, sénateur.

M. Gomot, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les commandants de territoriale, au front depuis dix mois, et qui rendent les mêmes services que des officiers de l'active, ne pourraient obtenir d'avancement, bien que n'ayant pas été antérieurement officiers dans l'armée active.

Réponse.

Par application du décret du 6 mai 1911, les chefs de bataillon de l'armée territoriale, n'ayant pas été officiers dans l'armée active, peuvent être proposés pour le grade de lieutenant-colonel de l'armée territoriale, s'ils ont rendu des services exceptionnels, et s'ils sont jugés dignes de ce grade par leurs chefs hiérarchiques et par le général commandant en chef.

D'autre part, ils peuvent être promus à titre temporaire s'il s'agit de pourvoir à un emploi vacant (décret du 2 janvier 1915).

Réponse de M. le ministre de la justice à la question écrite n° 383, posée le 3 juin 1915, par M. Poirson, sénateur.

M. Poirson, sénateur, demanda à M. le ministre de la justice s'il existe avec la Suisse une convention dispensant les fils de Suisses, nés en France et partant Français aux termes de l'article 8, paragraphe 4 du code civil, de remplir leurs obligations militaires en France, lorsque, dans l'année qui suit leur majorité, ils n'ont pas répudié la qualité de Français? Mention est-elle faite au Bulletin des lois de la déclaration de répudiation?

Réponse.

Il n'existe aucune convention avec la Suisse dispensant les fils de Suisses nés en France et devenus Français par application de l'article 8 paragraphe 4 du code civil, de remplir leurs obligations militaires en France, lorsque, dans l'année qui suit leur majorité, ils n'ont pas répudié la qualité de Français.

Lorsqu'ils ont souscrit une déclaration de répudiation de la qualité de Français, mention de cette déclaration est faite au Bulletin des lois en vertu de l'article 9 paragraphe 9 du code civil.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 384, posée, le 3 juin 1915, par M. Ordinaire, sénateur.

M. Ordinaire, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pour quel motif un homme, faisant partie, par son âge, de la classe 1889, affecté, en 1898, comme père de quatre enfants à la classe 1883 (service auxiliaire), vient de recevoir une nouvelle affectation le reportant à la classe 1887 (service armé).

Réponse.

D'après les dispositions des articles 21 et 53 de l'instruction du 20 juin 1910, relative aux hommes de troupe des réserves, les hommes passés par anticipation dans l'armée territoriale comme pères de quatre enfants sont affectés, lorsque la classe à laquelle ils avaient été rattachés est libérée, à la plus vieille classe de la réserve de l'armée territoriale, jusqu'à ce qu'ils aient complété le temps de service exigé par la loi.

L'affectation à la classe 1887 du militaire dont il s'agit est donc régulière; d'autre part, s'il a été versé dans le service armé, c'est probablement comme « bon absent ».

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 385, posée, le 3 juin 1915, par M. Mazière, sénateur.

M. Mazière, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si tous les G. V. C. de la ligne Paris-Toulouse ne devraient pas toucher l'allocation réglementaire de 2 fr. 50, la somme de 1 fr. 50 étant insuffisante en raison de la cherté de la vie.

Réponse.

Les G. V. C. doivent, en principe, former un ordinaire. Lorsque ce mode d'alimentation est impossible, ils sont nourris par l'habitant, en vertu de conventions passées avec les municipalités par les chefs de postes et approuvées par les dépôts des corps territoriaux de rattachement; le prix à stipuler, dans ces conventions, pour la journée de nourriture, doit être inférieur au taux de l'indemnité journalière (2 fr. 50). Celle-ci n'est allouée que dans le cas où

l'une et l'autre des solutions précédentes sont inapplicables.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 386, posée, le 3 juin 1915, par M. Mazière, sénateur.

M. Mazière, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre s'il ne serait pas possible d'accorder, surtout dans les départements où la propriété est très morcelée, des permissions de fenaison et de moisson, de trois semaines environ, à tous les ouvriers agricoles de l'armée territoriale et de sa réserve, aux inaptes ou aux blessés légèrement.

Réponse.

Les dispositions des circulaires des 5 et 7 juin courant donnent satisfaction aux vœux émis, sauf en ce qui concerne la durée des permissions, qui ne saurait varier d'un département à l'autre, et qui est uniformément fixée à 15 jours au maximum.

1^{re} Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 387, posée, le 11 juin 1915, par M. Jénouvrier, sénateur.

M. Jénouvrier, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre s'il ne conviendrait pas que les circulaires ministérielles reconnaissant les droits des tiers fussent insérées au Journal officiel, les destinataires, trop souvent, n'en tenant aucun compte.

1^{re} réponse.

Conformément aux dispositions du 4^e paragraphe de l'article 80 du règlement, le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée par M. Jénouvrier, sénateur.

Ordre du jour du vendredi 25 juin 1915.

A quatre heures. — Séance publique :

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les articles 407 et 436 du code de commerce, en vue de les mettre en harmonie avec les principes contenus dans la convention signée à Bruxelles le 23 septembre 1910 et approuvée par la loi du 2 août 1912, relativement à la responsabilité en matière d'abordage. (Nos 8 et 187, année 1915. — M. Riotteau, rapporteur.)

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons. (Nos 93 et 162, année 1915. — M. Eugène Guérin, rapporteur. — Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 5 avril 1910-27 février 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes. (Nos 392, année 1913 et 142, année 1914. — M. Théodore Girard, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la régularisation : 1^o du décret du 11 novembre 1914 relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités des élections des membres des tribunaux de commerce de France; 2^o du décret du 9 janvier 1915 relatif à l'ajournement jusqu'après la cessation des hostilités des élections des membres des tribunaux de com-

merce d'Algérie. (Nos 147 et 173, année 1915. — M. Savary, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à approuver le décret du 23 août 1914, qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à suspendre les droits applicables aux denrées d'alimentation et de première nécessité à l'entrée et à la sortie de leurs colonies respectives. (Nos 143 et 190, année 1915. — M. Jean Morel, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, conférant la personnalité civile à l'école centrale des arts et manufactures. (Nos 186 et 213, année 1915. — M. Astier, rapporteur.)

Annexe au procès-verbal de la séance du 24 juin.

SCRUTIN

Sur le projet de loi, portant ouverture, sur l'exercice 1915, de crédits additionnels aux crédits provisoires pour le ravitaillement de la population civile.

Nombre des votants..... 246
Majorité absolue..... 124

Pour l'adoption..... 246
Contre..... 0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aïmond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audren de Kerdel (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Beaupin. Beauvisage. Bejarry (de). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Boilet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chaumié. Chauveau. Chéron (Henry). Cleinenceau. Cocula. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Couyba. Crémieux (Fernand). Cuvinot.

Danelle-Bernardin. Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Defumade. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Benoix. Destieux-Junca. Deville (Jules). Devins. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron. Fagot. Faisans. Farny. Félix Martin. Ferdinand-Dreyfus. Fiquet. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin.

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gavini. Genet. Genoux. Gentiliez. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Gouzy. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillemaut. Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Halgan. Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kéranflec'h (de). Kérouartz (de). Knight.

La Batut (de). Labbé (Léon). Lamarzelle (de). Langenhagen (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Le Breton. Le Cour Grandmaison (Henri). Leglos. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Masclé. Mascraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier général. Merlet. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeullart. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Pauliat. Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pères. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Peytral. Pichon (Louis). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poirson. Pontbriand (au Breil, comte de). Pontelle. Poullie.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Razimbaud. Réal. Régismanset. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reynoneng. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Sabatorie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancel. Sarrin. Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg. Surreaux.

Thiery (Laurent). Tournon. Tréveneuc (comte de). Trouillot (Georges). Trystram.

Yacherie. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Ville. Villiers. Viuet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Audiffren.

Bievenu Martin. Bourganel.

Cabart-Danneville. Chastenet (Guillaume). Chautemps (Emile). Courrégelongue. Crepin.

Debove. Deon. Dubost (Antonia).

Ermant.

Fenoux.

Gauthier. Goy. Gravin.

Limou.

Mercier (Jules). Mézières (Alfred). Milan. Monis (Ernest). Monnier.

Noël.

Poté.

Renaudat.

Séblin.

Thouneus.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Fortier.

Philipot.

Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Baudin (Pierre). Béranger.

Flaissières. Freycinet (de).

Marcère (de).

Sarraut (Maurice).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 260
Majorité absolue..... 131

Pour l'adoption..... 260
Contre..... 0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Rectification

au compte rendu in-extenso de la séance du jeudi 17 juin 1915 (Journal officiel du 18 juin)

Dans le scrutin sur le projet de loi concernant : 1^o l'ouverture de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets de la guerre et de la marine; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du compte spécial : « Occupation militaire du Maroc », MM. Bersez, Hayez et Trystram ont été portés comme « n'ayant pas pris part au vote ». MM. Bersez, Hayez et Trystram déclarent avoir voté « pour ».